ACTE D'INCORPORATION

DE

"LA BANQUE DU PEUPLE"

1871.

CHARTER

OF

"LA BANQUE DU PEUPLE"

1871.

Montreal:
PRINTED BY LOUIS PERRAULT & CO., 230 ST. JAMES STREET.

1871

F5012
1871
B219

The EDITH *and* LORNE PIERCE
COLLECTION *of* CANADIANA

Queen's University at Kingston

CHARTE

DE

"LA BANQUE DU PEUPLE"

TELLE QUE

MODIFIÉE PAR LES DISPOSITIONS DE L'ACTE

CONCERNANT LES

BANQUES ET LE COMMERCE DE BANQUE DE 1871.

CHARTER

OF

"LA BANQUE DU PEUPLE"

AS

MODIFIED BY THE PROVISIONS OF THE ACT

RELATING TO

BANKS AND BANKING OF 1871.

Montreal:
PRINTED BY LOUIS PERRAULT & CO., 230 ST. JAMES STREET.

1871

1871
B219

CHARTE

DE

"LA BANQUE DU PEUPLE"

TELLE QUE

MODIFIÉE PAR LES DISPOSITIONS DE L'ACTE

CONCERNANT LES

BANQUES ET LE COMMERCE DE BANQUE DE 1871.

1.—Louis Michel Viger, Jacob DeWitt, John Donegani, Pierre Beaubien, Augustin Tulloch, Hosea Ballou Smith, Romuald Trudeau, Pierre Jodoin, Alexis Sauvageau, Timothée Franchère, Joseph Frédéric Allard, et Alexis Edouard Montmarquet, et leurs successeurs, qui seront nommés comme il est statué ci-après, sont constitués Corps Politique et Incorporé, de fait et de nom, pour faire le commerce de Banque, sous le nom de " La Banque du Peuple," et auront comme telle, pendant la durée du présent Acte, succession et un Sceau Commun, avec pouvoir de le briser, renouveler, changer et modifier à leur gré et pourront légalement ester en jugement dans toutes les Cours de Justice et d'Equité, dans toutes sortes d'actions, causes et matières quelconques.

2.—Les dites personnes sus-nommées, incorporées comme susdit, et leurs successeurs, auront la gestion exclusive des affaires de la dite Banque, et seront personnellement, conjointement et solidairement responsables pour toutes les obligations et dettes contractées par la dite Corporation ; et aucun des associés commanditaires de la dite Corpora-

CHARTER

OF

"LA BANQUE DU PEUPLE"

AS

MODIFIED BY THE PROVISIONS OF THE ACT

RELATING TO

BANKS AND BANKING OF 1871.

1.—Louis Michel Viger, Jacob DeWitt, John Donegani, Pierre Beaubien, Augustin Tulloch, Hosea Ballou Smith, Romuald Trudeau, Pierre Jodoin, Alexis Sauvageau, Timothée Franchère, Joseph Frédéric Allard, and Alexis Edouard Montmarquet, and others and their successors to be named as hereinafter provided are constituted a body corporate and Politic for the purposes of carrying on the business of Banking at the City of Montreal, *en commandite*, by and under the name of "La Banque du Peuple" and as such shall during the continuance of their Charter, have succession and a Common Seal, with power to break, renew, change and alter the same at pleasure, and shall be capable of suing and being sued and of pleading and being impleaded in all Courts of Law and Equity. in all manner of actions, causes and matters whatsoever.

2.—The said above named persons incorporated as aforesaid and their successors, have the sole management of the affairs of the said Bank and are individually jointly and severally liable for all the obligations and debts contracted by the said Corporation, and no partners *in commendam* (*commanditaires*) in the said Corporation are in any

tion, ne sera tenu, sous aucune circonstance que ce soit, envers la dite Corporation, ni aucun de ses Membres, ni aucune autre partie ou parties, de payer aucune somme en sus du montant qu'il aura souscrit dans les fonds ; et si le montant qui aura été souscrit, et aura été payé, en tout ou en partie, par quelqu'associé commanditaire, pour former le capital de la dite Banque, était perdu, en tout ou en partie, dans les opérations commerciales d'icelle, tel associé commanditaire sera déchargé de toute autre réclamation ; et s'il devait encore une partie du montant par lui souscrit, il ne sera responsable que pour cette partie seulement, et non au-delà, tant envers la dite Corporation qu'envers les créanciers d'icelle : et nul associé commanditaire ne pourra être contraint par la dite Corporation, ou les créanciers d'icelle, de rapporter aucun des dividendes, qu'il pourra avoir reçu à même les profits nets, faits honnêtement durant la solvabilité de la dite Corporation ; Pourvu aussi, que quiconque cessera d'être Membre de la dite Corporation ne sera plus responsable d'aucune dette contractée par la dite Corporation, après qu'il aura ainsi cessé d'en être Membre, si l'avis public prescrit à cet égard ci-après a été donné ; et aucune personne, ayant cessé d'être Membre de la dite Corporation, ne sera individuellement responsable, non plus que les héritiers, exécuteurs, administrateurs ou ayant-cause de telle personne, qui aura cessé d'être Membre de la dite Corporation, pour les dettes contractées par la dite Corporation, pendant le temps qu'aucune telle personne aura été Membre de la dite Corporation, à moins que l'action ou poursuite, pour faire déclarer en justice telle responsabilité individuelle, ne soit intentée dans les douze mois, du jour où telle personne aura, pour quelque cause que ce soit, cessé d'être Membre de la dite Corporation.

3.—Toutes les affaires de la dite Corporation seront gérées par les Membres de la dite Corporation, ou par autant d'entr'eux, que la majorité absolue des Membres d'icelle pourra autoriser à cet effet, conformément aux réglements

case or under any circumstances, either as regards the said Corporation, or as regards any Member thereof, or any other party or parties, liable to pay any sum beyond the amount of stock for which he has subscribed; and if the sum which any partner *in commendam* (*commanditaire*) has agreed to furnish in stock, be paid and lost in the business of the Bank, he shall be exonerated from any other payment, and if any part be unpaid he shall be liable for that amount and no more, as well to the said Corporation as to the Creditors thereof; and no partner *in commendam* (*commanditaire*) shall be liable to be called upon by the said Corporation or its Creditors to refund any dividend he may have received of any net profits fairly made during the solvency of the said Corporation; any person ceasing to be a Member of the Corporation, shall not be liable for any bebt contracted by the said Corporation, after he shall have so ceased to be a Member of the same, if the public notice hereinafter required in that behalf be given, and no person who shall have ceased to be a Member of the said Corporation shall be individually liable, nor shall the heirs, executors, administrators or assigns of any person who shall have ceased to be a Member of the said Corporation, be individually liable for the debts contracted by the said Corporation during the time that any such person shall have been a Member of the said Corporation, unless the action or suit to be brought for the purpose of having such individual liability judicially declared, be instituted within twelve months from the time at which such person shall from any cause whatever, have ceased to be a Member of said Corporation.

3.—All the affairs and business of the said Corporation shall be managed by the Members of the said Corporation, or by so many of them as may be authorized to that effect, by a majority of the whole of the Members of the said

et statuts de la dite Corporation, lesquels seront faits de la manière voulue ci-après dans ces présentes.

4.—Il sera loisible à la dite Corporation de faire et établir, de temps à autre, des statuts, règles et réglements, (n'étant pas contraires au présent Acte, ni aux Lois de cette Province) pour gérer convenablement les affaires de la dite Corporation, et de les changer ou révoquer de temps à autre, et d'en faire et établir d'autres à la place. La dite Corporation pourra aussi déterminer par un réglement, le montant des escomptes ou des prets qui pourront être faits aux associés en nom collectif, soit conjointement et séparément, ou à toute société, personne, actionnaire ou à des Corporations.

5.—Les dits Membres de la dite Corporation et leurs successeurs, éliront annuellement parmi eux, le premier Lundi du mois de Mai, un Président et une Vice-Président, qui conserveront leur charge pendant les douze mois suivants : et au cas de vacance dans la charge de Président ou Vice-Président, les Membres de la dite Corporation, pour le temps d'alors, (et leurs successeurs) la rempliront, en élisant quelqu'un d'entr'eux Président ou Vice-Président, pour remplir la dite charge vacante, et le Président ou Vice-Président ainsi choisi ou élu, restera en exercice jusqu'au premier Lundi de Mai, qui suivra immédiatement l'élection de tel Président ou Vice Président.

6.—Chaque Membre de la dite Corporation aura le droit de voter à toutes les assemblées des Membres de la dite Corporation ; et le Président, ou en son absence, le Vice-Président, ou en leur absence, l'un des Membres présents, qui sera choisi *pro tempore*, présidera les dites assemblées ; et le Président, Vice-Président, ou Membre agissant comme Président *pro tempore*, ne votera que dans le cas d'une

Corporation, and subject to and in conformity with the regulations and by-laws of the said Corporation, and the said regulations and by-laws to be made as hereinafter provided.

4.—It shall and may be lawful for the said Corporation hereby constituted from time to time to make and enact by-laws, rules and regulations (the same not being repugnant to this Act or to the laws of this Province) for the proper management of the affairs of the said Corporation, and from time to time to alter or repeal the same, and others to make and enact in their stead. The said Corporation may also regulate by by-laws the amount of discount or loans which may be made to the principal partners thereof either jointly or severally, or to any one firm or person or to any Shareholder or to Corporations.

5.—The said Members of the said Corporation, and their successors, shall annually elect from out of their number, on the first Monday of the month of May, a President and Vice-President, who shall hold their appointment for the ensuing twelves months : and in the case of a vacancy in the office of President or Vice-President, the Members of the said Corporation for the time being (and their successors) shall fill the same by electing, from and out of their own number, a President or Vice-President to fill the office so vacant; and the President or Vice-President so chosen or elected shall continue in office until the first Monday of May next following the election of such President or Vice-President,

6 —At all meetings of the Members of the said Corporation, each Member of the said Corporation shall have a right to vote ; and at the said meetings, the President, or in his absence, the Vice-President or in their absence one of the Members present, to be chosen *pro tempore*, shall preside : and the President, Vice-President, or Member acting as President *pro tempore*, shall not vote except in

division égale des voix des autres Membres présents, auquel cas il aura voix prépondérante.

7.—Le Fonds Capital de la dite Corporation y compris les parts des Membres de la dite Corporation, aussi bien que les parts des dits associés commanditaires, est de la somme de un million six cent mille piastres courant, divisé en trente deux mille actions de douze livres dix chelins, courant, chaque.

8.—Chacun des Membres de la dite Corporation devra être actionnaire du dit Fonds Capital jusqu'à au moins quarante parts d'icelui, tant qu'il continuera d'être Membre de la dite Corporation.

9.—Il sera loisible à la dite Corporation d'augmenter le nombre de ses Membres ; pourvu toujours, que le nombre des Membres de la dite Corporation ne sera, en aucun temps, moins de sept ni plus de quinze, et que toute personne, qui sera ci-après admise comme Membre de la dite Corporation, le sera aux mêmes termes et conditions, sous tous rapports, que les personnes sus-nommées ; et toutes personne ou personnes, qui sont maintenant ou qui deviendront ci-après Membres de la dite Corporation comme susdit, seront, à tous égards sujettes à la même responsabilité, que celle à laquelle sont assujetties les personnes susnommées, comme Membres de la dite Corporation, et jouiront de tous les avantages, privilèges et immunités, dont peuvent on pourront jouir les personnes sus-nommées, comme Membres de la dite Corporation, comme susdit : Et pourvu aussi, que si, par une cause quelconque, le nombre des Membres de la dite Corporation était réduit à moins de sept, la dite Corporation ne sera pas pour cela considérée ni réputée dissoute, mais il sera du devoir des autres Membres de la dite Corporation, quel que puisse être leur nombre, de l'augmenter sous trois mois, de manière à former le nombre voulu parles dispositions précédentes.

the case of an equal division of the votes of the other Members present, in which case he shall have a casting vote.

7.—The authorized and paid up Capital Stock of the said Corporation, including as well the stock of the Members thereof as the stock of the partners *in commendam* (*commanditaires*) is of the sum of one million six hundred thousand dollars, divided in thirty two thousand shares, of fifty dollars each.

8.—Each of the Members of the said Corporation must be a holder of at least forty shares of the said Capital Stock

9.—It shall be lawful for the said Corporation to add to the number of its Members; provided always that the number of the Members of the said Corporation shall not at any time be less than seven or more than fifteen, and that any person hereafter to be admitted as a Member of the said Corporation, shall be admitted on the same terms and conditions in all respects as the persons above named; and any person or persons hereafter becoming a Member of the said Corporation, as aforesaid, shall be subject in all respects to the same liabilities as the persons above named are subject to as Members of the said Corporation, and enjoy all the advantages, privileges and immunities that the persons above named can or may enjoy as Members of the said Corporation as aforesaid: And provided also, that if, from any cause whatever, the number of the Members of the said Corporation be reduced to a less number than seven, the said Corporation shall not be deemed or taken to be thereby dissolved, but it shall be the duty of the remaining Members of the said Corporation, whatever may be their number, within three months, to add to the number of their Members, so as to make up the number required by the foregoing provisions of the Law.

10.—Toute personne, qui est maintenant, ou qui sera par la suite, Membre de la dite Corporation, sera sujette à en être exclue, et le sera, si son exclusion est déclarée nécessaire, et prononcée par un vote des trois quarts au moins des Membres présents, à une assemblée des Membres de la dite Corporation, convoquée spécialement pour cet objet: Pourvu que la personne, dont l'exclusion devra être proposée dans une assemblée, soit notifiée d'y comparaître, quinze jours au moins avant la dite assemblée.

11.—Avenant le décès, la retraite ou l'exclusion de l'un ou de plusieurs des Membres de la dite Corporation, les Membres restants de la dite Corporation pourront remplir les vacances ainsi occasionnées, en admettant un nouveau Membre dans la dite Corporation, en remplacement de chacun des dits Membres, dont le décès, la retraite ou l'exclusion aura eu lieu: Pourvu toujours, qu'aucun tel nouveau Membre ne sera ainsi admis dans la dite Corporation à moins que le consentement des Membres restants de la dite Corporation ne soit constaté par un vote des trois quarts au moins des dits Membres restants de la dite Corporation, à une assemblée, qui sera convoquée spécialement pour cet objet.

12.—Lorsqu'une personne, Membre de la dite Corporation, cessera, pour quelque cause que ce soit, d'être Membre de la dite Corporation, les fonds appartenant à tel ex-Membre de la dite Corporation continueront, pendant la durée du présent acte, à former partie du Capital de la dite Corporation ; et le Membre, qui se sera retiré, ou aura été exclu, et le ou les représentants légaux d'un Membre décédé, seront, à tous égards, sujets à tous les engagements et jouiront de tous les droits, priviléges et avantages d'un associé commanditaire de la dite Corporation, jusqu'à concurrence des fonds qui leur appartiendront ainsi.

13.—Les bénefices de la dite Corporation seront partagés entre tous les propriétaires des dits fonds, soit qu'ils

10.—Any person who now is, or hereafter may be a Member of the said Corporation, shall be liable to be and may be expelled therefrom, if his expulsion be declared necessary and be pronounced by a vote of a least three-fourths of the Members present at a meeting of the Members of the said Corporation, called specialy for that purpose; Provided the person proposed to be expelled be notified to appear at least fifteen days previous to the said meeting.

11.—In case of the death, retirement or expulsion of any one or more of the Members of the said Corporation, the remaining Members of the said Corporation may fill the vacancy or vacancies so caused by admitting a new Member into the said Corporation in the place and stead of each of the said Members who may have so died, retired or been expelled : Provided allways, that no such new Member shall be so admitted into the said Corporation unless the consent of the remainmg Members of the said Corporation be testified by a vote of at least three-fourths of the said remaining Members of the said Corporation, at a meeting to be called specially for that purpose.

12.—When any person being a Member of the said Corporation, shall, from any cause whatever, cease to be a Member of the said Corporation, the stock belonging to such former Member shall during the continuance of this Charter, to form a part of the capital stock of the said Corporation ; and such retired or expelled Member, and the legal representative or representatives of a deceased Member shall be in all respects subject to all the liabilities, and enjoy all the rights, immunities and advantages of a partner *in commendam* (*commanditaire*) of the said Corporation, to the extent of the stock so belonging to him.

13.—The profits of the said Corporation shall be divided between all the said holders of thesaid stock, whether they

soient membres de la dite Corporation ou associés commanditaires, comme susdit, en proportion des fonds, que chacun des dits Membres ou associés commanditaires possédera, et il sera du devoir de la dite Corporation de faire, le premier lundi de Mars et de Septembre de chaque année, des dividendes semi-annuels de telle partie des bénéfices de la dite Corporation, qu'elle jugera à propos ; et ces dividendes seront payables à tels lieu ou lieux, que la dite Corporation fixera, et desquels elle donnera préalablement trente jours d'avis public.

14.—La dite Corporation tiendra des livres de compte réguliers, lesquels seront balancés semi-annuellement ; et avant la déclaration de tout et chaque dividende, elle fera un état de son actif et de son passif, ainsi qu'un inventaire de tous les biens meubles et immeubles appartenant à la dite Corporation.

15.—Les dits livres de compte, qu'il sera du devoir de la dite Corporation de tenir, comme susdit, et les état et inventaire, qu'il sera du devoir de la dite Corporation de préparer semi-annuellement, comme susdit, et les pièces justificatives y ayant rapport, et généralement tous les titres, livres et papiers de la dite Corporation, seront, pendant les quinze derniers jours des mois de Février et Août de chaque année, et non à aucune autre époque, ouverts à l'examen d'un Bureau d'Audition des comptes, qui sera élu comme il est pourvu ci-après ; les dits titres, livres et papiers ne devant pas être cependant sortis du comptoir ou bureau de la dite Banque.

16.—Le premier lundi de Mars de chaque année, pendant la durée du présent Acte, il y aura une assemblée générale de tous les Actionnaires de la dite Corporation, y compris les Membres de la dite Corporation, aussi bien que chacun des associés commanditaires, au bureau de la dite Corporation, à Montréal, de laquelle assemblée géné-

be Members of the said Corporation or partners *in commendam* (*commanditaires*) as aforesaid, in proportion to the stock held by each such Member or partner *in commendam* (*commanditaire*) ; and it shall be the duty of the said Corporation to make half yearly dividends on the first Monday of March or September in each year, or so much of the profits of the said Corporation as to them shall appear advisable ; and such dividends shall be payable at such place or places as the said Corporation shall appoint, and of which they shall give thirty days public notice previously.

14.—Regular books of account shall be kept by the said Corporation, and the books so to be kept shall be balanced semi-annually ; and before the declaration of each and every dividend, statements of the assets and liabilities of the Corporation shall be made, together with an inventory of all the property real and personal belonging to the said Corporation.

15.—The said books of account which shall be the duty of the said Corporation to keep, as aforesaid, and the statement and inventory which it shall be the duty of the said Corporation to prepare semi-annually, as aforesaid, and all vouchers connected therewith, and generally all the deeds, books and papers of the said Corporation, shall during the last fifteen days of the months of February and August, in each and every year, but at no other period, be open to the examination of a Board of Audit, to be elected as hereinafter provided ; the said deeds, books and papers shall not, however, be removed from the office of the said Bank.

16.—On the first Monday of March, in every year during the continuance of this Act, a general meeting of all the Stockholders of the said Corporation, including as well the Members of the said Corporation as each of the said partners *in commendam* (*commanditaires*), shall be held at the office in Montreal of the said Corporation, of which

rale un mois d'avis sera donné dans deux, ou plus, des Gazettes publieés dans la dite Cité de Montréal, dans les langues Anglaise et Française ; et il sera soumis à la dite assemblée un état clair et complet des affaires de la dite Corporation, contenant d'une part le montant du Capital versé, le montant des billets de la Banque en circulation, les bénéfices nets en mains, les balances dues aux autres Banques et Etablissements, et le numéraire déposé à la Banque distinguant les dépôts portant intérêts de ceux ne le portant pas, et de l'autre part le montant du numéraire ayant cours, et de l'Or et l'argent non monnayé, qu'il y aura dans les voutes de la Banque, la valeur des bâtiments et autres biens fonciers appartenant à la Banque, les balances dues à la Banque par les autres Banques et Etablissements, et le montant des créances de la Banque, comprenant et particularisant les sommes dues sur lettres de change, billets, escomptes, hypothéques, *mortgages* et autres sûretés, faisant voir ainsi d'un côté, le passif ou les dettres dues par la Banque, et de l'autre côté, son actif et ses ressources ; et le même état fera voir aussi la proportion par cent et le montant du dernier dividende alors déclaré, le montant des bénéfices mis en réserve lors de la déclaration de tel dividende, et le montant des créances de la Banque alors échues et non payées, avec une estimation de la perte probable, qu'elle éprouvera par le nonpaiement de ces créances.

17.—A l'assemblée générale annuelle, qui doit ainsi avoir lieu le premier lundi de Mars, tous les dits associés commanditaires de la dite Corporation, alors presents, éliront par vote trois d'entre eux pour former un Bureau d'Audition des comptes ; et il sera du devoir du dit Bureau d'Audition ainsi élu, d'examiner toutes les opérations de la dite Corporation, et d'inspecter tous les livres de compte, papiers et pièces justificatives de la dite Corporation, lesquels livres, papiers et pièces justificatives seront communiquées au dit Bureau d'Audition, comme il est pourvu par la dix-septième section du présent Acte ; et il sera du

general meeting one month's notice shall be given in two or more of the newspapers published in the said City of Montreal, in the English and French Languages ; and at the said meeting a full and clear statement of the affairs of the said Corporation shall be submitted, containing on the one part the amount of Capital Stock paid in, the amount of Notes of the Bank in circulation, the net profits in hand, the balances due to other Banks and Institutions, and the cash deposited in the Bank, distinguishing Deposits bearing interest from those not bearing interest, and on the other part the amount of current Coins and Gold and Silver Bullion in the vaults of the Bank, the value of buildings, and other real estate belonging to the Bank, the balances due to the Bank from other Banks and Institutions, and the amount of debts owing to the Bank, including and particularising the amounts so owing on Bills of Exchange, Discounted Notes, Mortgages and Hypothecs, and other Securities ; thus exhibiting, and on the one hand, the liabilities of or debts due by the Bank, and on the other hand, the assets and ressources thereof ; and the said statement shall also exhibit the rate and amount of the then last dividend declared, the amount of profits reserved at the time of declaring such dividend, and the amount of debts to the Bank over-due and not paid, with an estimate of the loss which may probably be incurred from the non-payment of such debts.

17.—At the annual general meeting so to take place on the first Monday of March, all the said partners *in commendam* (*commanditaires*) of the said Corporation then present, shall, by vote elect from among themselves, three persons to be a Board of Audit ; and it shall be the duty of the said Board of Audit so elected to loock into all the operations of the said Corporation, and to examine the books of account, papers and vouchers of the said Corporation, which books, papers and vouchers shall be accessible to the said Board of Audit as provided for in the seventeenth section of this Act ; and it shall be the duty of the said Board

devoir du dit Bureau d'Audition de faire à cet égard son rapport à la prochaine assemblée générale de la dite Corporation, qui aura lieu le premier lundi de Mars, comme susdit; et chaque associé commanditaire n'aura qu'une voix, et s'il y a division égale, quant à la nomination de quelque personne pour être Membre du dit Bureau d'Audition, l'associé commanditaire présent, qui aura le plus grand nombre d'actions dans la dite Corporation, aura voix prépondérante; et il sera loisible à tout associé commanditaire absent de donner sa voix, pour la nomination du dit Bureau d'Audition, par procureur, tel procureur étant aussi un associé commanditaire, et étant muni d'une procuration par écrit de son commettant, et cette procuration sera laissée à la Banque.

18.—La dite Corporation tiendra un livre, dans lequel chaque personne, qui sera admise comme associé commanditaire dans la dite Corporation, inscrira ou fera inscrire son nom, qualité et résidence, le nombre d'actions prises par telle personne et la date de cette inscription; et il sera du devoir du Caissier de la dite Corporation de donner, à chaque associé commanditaire, un certificat faisant voir la date et les particularités de l'inscription, qui devra être ainsi faite.

19.—Il sera du devoir de la dite Corporation de tenir un livre, dans lequel seront inscrits les nom, qualité et résidence de chaque Membre de la dite Corporation; et il sera du devoir de la dite Corporation avant de commencer les affaires et opérations de la dite Banque, de faire déposer au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du District de Montréal, un extrait du livre mentionné en dernier lieu, signé par le Caissier de la dite Corporation et par le Président ou Vice-Président d'icelle, faisant voir les nom, qualité et lieu de résidence de chacun des Membres de la dite Corporation; et il sera aussi du devoir de la dite Corporation d'inscrire dans le dit livre memtionné en

of Audit to make their Report thereon at the next general meeting of the said Corporation, to be held on the ffrst Monday of March, as aforesaid : and each partner *in commendam* (*commanditaire*) shall have one vote and no more, and if there be an equal division as to the appointement of any person to be a Member of the said Board of Audit, the partner *in commendam* (*commanditaire*) then present, having the largest quantity of Stock in the said Corporation, shall have a casting vote ; and it shall be lawful for any absent partner *in commendam* (*commanditaire*) to give their, his or her vote respecting the nomination of the said Board of Audit by proxy, such proxy being also a partner *in commendam* (*commanditaire*,) and being provided with a a written authority from his constituent or constituents, and which authority shall be lodged in the Bank.

18.—A book shall be kept by the said Corporation, in which each person who shall be admitted as a partner *in commendan* (*commanditaire*) in the said Corporation, shall enter his or her name, residence and addition, the number of shares taken by such person, and the date of the making of such entry, or cause such entry to be made ; and it shall be the duty of the Cashier of the said Corporation to grant to each partner *in commendam* (*commanditaire*) a certificate setting forth the date and particulars of the entry so to be made.

19.—It shall be the duty of the said Corporation to keep a book, in which shall be entered the name and addition and residence of each of the Members of the said Corporation ; and it shall be the duty of the said Corporation, before commencing the business and operations of the said Bank, to cause an extract from the said last mentionned book, under the signature of the Cashier of the said Corporation and of the President or Vice-President thereof, to be fyled at the office of the Prothonotary of the Court of King's Bench, for the District of Montreal, setting forth the name, addition and place of residence of each of the Members of the said Corporation ; and it shall also be the

dernier lieu, tous changements dans la composition des Membres de la dite Corporation, soit qu'ils soient occasionnés par le décès, la retraite ou l'exclusion de quelqu'un des Membres d'icelle, ou par quelque addition au nombre des Membres de la dite Corporation; et lorsque tel changement aura lieu, il sera du devoir de la dite Corporation de faire, dans le livre mentionné en dernier lieu, une entrée de tel changement, signée par le Caissier de la dite Corporation, et faisant voir la date de cette entrée, le temps où tel changement aura eu lieu, et donnant les nom, qualité et lieu de residence de telle personne ainsi décédée ou exclue, ou qui pourra s'être retirée, ou être devenue Membre de la dite Corporation ; et il sera loisible à tout Membre de la dite Corporation de s'en retirer, en en donnant un mois d'avis au Caissier d'icelle, et il sera du devoir de la dite Corporation de faire faire, sans délai, une entrée, dans le livre mentionné en dernier lieu, faisant voir la date de cette entrée, le nom de la partie, qui aura donné l'avis, et la date et la nature de cet avis, et de donner à la partie, qui aura donné tel avis, une reconnaissance écrite de la réception de tel avis, et à l'expiration de trente jours, après que cet avis aura été donné, comme susdit, (non compris le jour auquel il aura été donné,) le Membre de la dite Corporation, qui l'aura donné, cessera d'en être un des Membres, et ne sera responsable d'aucune dette quelconque, qui pourra être contractée par la dite Corporation depuis et après l'époque à laquelle il aura ainsi cessé d'être un des Membres d'icelle ; et il sera aussi du devoir de la dite Corporation de donner, sans aucun retard volontaire, pendant l'espace de deux mois, un avis signé par le Caissier de la dite Banque, dans deux ou plus des Gazettes publiées dans la dite Cité de Montréal, en Anglais et en Français de tous les changements de Membres composant la dite Corporation, soit qu'ils soient occasionnés par le décès, la retraite ou l'exclusion de quelque

duty of the said Corporation to record in the said last mentionned book all changes in the Members composing the said Corporation, whether occasionned by the death, retirement or expulsion of any of the Members thereof, or by any addition or additions to the number of the Members of the said Corporation ; and in any such change it shall be the duty of the said Corporation to make an entry in the last mentionned book of such change, under the hand of the Cashier of the said Corporation, setting forth the date of such entry and the time were such change took place and giving the name, addition and residence of the person so dead or expelled, or who may have retired from, or become a Member of the said Corporation ; and it shall be lawful for any Member of the said Corporation to retire from the said Corporation on giving one month's notice thereof in writting to the Cashier of the said Corporation, and it shall be the duty of the said Corporation, without delay, to cause an entry to be made in the last mentionned book, setting forth the date of the entry, and the name of of the party giving notice, and the date and nature of the said notice,and to grant the party giving such notice an acknowledgement in writing of the receipt of such notice, and after the expiration of thirtydays from the giving of notice as aforesaid, (the day on which such notice may be given not to be counted,) the Member of the said Corporation so giving such notice shall cease to be a Member of the said Corporation, and shall not be liable for any debts of any nature or description whatsoever which may be contracted by the said Corporation from and after the time at which he shall so cease to be a Member of the said Corporation ; and it shall also be the duty of the Corporation, without any wilful delay, to give notice, under the signature of the Cashier of the said Bank, for a period of two months in two or more of the public newspapers published at the City of Montreal aforesaid, in the English and French languages, of all changes in the Members composing the said Corporation, whether occasioned by the death, retirement or expulsion of any Member, or by the additon of any Member

Membre, ou par l'addition d'un Membre, ou plus au nombre des Membres de la dite Corporation.

20,—Lorsqu'il surviendra quelque changement parmi les associés gérants de la dite Banque, il sera du devoir de la Corporation, sans délai inutile, de faire déposer, sous la signature du Caissier de la dite Corporation et de son Président ou Vice Président, au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure à Montréal, un mémoire contenant le nom, la qualité et le domicile de l'associé gérant sortant de charge, et de tout nouveau membre admis comme associé gérant en son lieu et place.

21.—La dite Corporation, ou la majorité des Membres autorisés, par les dispositions du présent Acte, à gérer les affaires de la dite Corporation, auront pouvoir de nommer tel Caissier, officiers, commis et serviteurs sous eux, qui seront nécessaires pour la conduite des affaires de la dite Corporation ; et d'allouer une rétribution raisonnable pour leurs services respectifs : Pourvu toujours, qu'avant de permettre à aucun Caissier, Officier, Commis ou Serviteur de la dite Corporation d'entrer dans l'exercice des devoirs de sa charge, la dite Corporation exigera que chaque tel Caissier, officier, commis ou serviteur donne cautions à la satisfaction de la dite Corporation, pour bonne et fidèle conduite, savoir: tout Caissier pour une somme d'au moins quatre mille livres, argent courant du Canada ; et chaque officier, commis ou serviteur, pour telle somme que la Corporation croira proportionnée à l'importance de sa charge ; et la rétribution ainsi allouée aux dits Caissier, officiers, commis ou serviteurs, ainsi que le loyer et toutes les dépenses contingentes, ou nécessitées par les affaires de la dite Corporation, seront déduites semi-annuellement des bénéfices de la dite Corporation, avant la déclaration du dividende semi-annuel; et si, dans l'opinion de la majorité des Membres de la dite Corporation, il est nécessaire que l'un des Membres ou plus donnent aux affaires de la dite Corporation plus de temps qu'il est raisonnable d'en exiger d'eux

or Members to the number of the Members of the said Corporation.

20.—When any change occurs among the Principal Partners of the said Bank, it shall be the duty of the Corporation without unnecessary delay to cause under the signature of the Cashier of the said Corporation and of the President or Vice-President thereof, to be fyled at the office of the Prothonotary of the Superior Court at Montreal, a statement of the name addition and residence of the Principal Partner vacating office, and of any new Member admitted as a Principal Partner in his place and stead.

21.—The said Corporation, or a majority ot the Members thereof, or a majority of the Members authorized, according to the provisions of this Act, to manage the affairs of the said Corporation, shall have power to appoint such Cashier, Officers, Clerks and Servants under them as shall be necessary for conducting the business of the said Corporatien, and to allow reasonable compensation for their services respectively : Provided always, that before permitting any Cashier, Officer, Clerk or Servant of the Corporation to enter upon the duties of his Office, the said Corporation shall require every such Cashier, Officer, Clerk or Servent to give Bond to the satisfaction of the said Corporation, that is to say : every Cashier, in a sum not less than Four Thonsand Pounds, Current Money of Canada, and every other Officer, Clerk, or Servant, in such sum of money as the said Corporation consider adequate to the trust reposed, with conditions for good and faithful behaviour ; and the compensation so to be allowed to the said Cashier, Officers, Clerks or Servants, as also house rent and all expenses incidental to or consequent upon the business of the said Corporation, shall be deducted each half year from the profits of the said Corporation before the declaration of the semi-annual dividend ; and if in the opinion of the majority of the Members of the said Corporation, it shall be necessary to require any one or more of the Mem-

sans rétribution, il sera loisible à la dite Corporation de rétribuer tels Membres pour leurs services, par un salaire fixe ou autrement, selon que la dite Corporation ou la majorité de ses Membres le jugera à propos.

22.—S'il arrive, en aucun temps, que l'élection de quelqu'officier ou officiers de la dite Corporation, requise par le présent Acte, n'ait pas lieu au jour fixé par le présent Acte, la dite Corporation ne sera pas censée ou considérée dissoute pour cela, mais telle élection pourra se faire en aucun temps subséquent, à une assemblée générale des Membres de la dite Corporation dûment convoquée pour cet objet.

23.—Aucun Membre de la dite Corporation n'agira directement ou indirectement comme Banquier particulier pendant le temps qu'il sera ainsi Membre de la dite Corporation : Pourvu toujours, que rien dans ces présentes n'empêchera aucun Membre de la dite Corporation d'avoir des actions dans toute autre Banque incorporée.

24.—La Banque pourra ouvrir des succursales ou agences et bureaux d'escompte et de dépôt et poursuivre ses opérations en toute localité dans la Puissance.

25.—Le montant des dettes, que la dite Corporation pourra devoir à la fois, soit par obligation, billets ou autrement, ne pourra excéder le triple du montant réuni du capital versé, des dépôts faits à la Banque en espèces et des effets du Gouvernement (*Government securities*). Le montant des billets destinés à la circulation, émis par la Banque et en circulation en aucun temps, n'excédera jamais le chiffre de son capital intégral versé : nul tel billet représentant une somme de moins de quatre piastres

bers of the said Corporation to devote a greater portion of his or their time to the business and affairs of the said Corporation than can be reasonably required from such Member or Members without compensation, it shall be lawful for the said Corporation to compensate such Member or Members for his or their services, by a fixed salary or otherwise, as to the said Corporation or to a majority of the Members thereof may seem expedient.

22.—If at any time it shall happen that an election of any Officer or Officers of the said Corporation required to be elected by this Act, shall not be made or take effect on the day fixed by this Act, the said Corporation shall not be deemed or taken to be thereby dissolved, but it shall be lawful at any subsequent time to make such election at a general meeting of the Members of the said Corporation to be duly called for that purpose.

23.—No Member of the said Corporation shall, directly or indirectly, act as a Private Banker during the time he may so be a Member of the said Corporation : Provided allways, that nothing herein contained shall prevent any Member of the said Corporation from holding Stock in any other Chartered Bank.

24.—The Bank may open branches or agencies and offices of discount and deposit and transact business, at any place or places in the Dominion.

25.—The total amount of the debts which the said Corporation shall at any time owe, whether by Bond, Bill, Note or otherwise, shall not exceed three-times, the aggregate amount of the Capital Stock paid in and the Deposits made in the Bank in Specie and Government securities for money. The amount of notes intended for circulation, issued by the Bank and outstanding at any time, shall never exceed the amount of its unimpaired paid up capital. No such note for a less sum than four dollars

ne sera émis ou réémis par la Banque ; et tout billet émis ci-devant pour une somme moindre sera rappelé et annulé aussitôt que faire se pourra.

26.—La Banque devra toujours recevoir en paiement ses propres billets, au pair, à ses différents comptoirs, qu'ils y soient remboursables on non ; mais elle ne sera pas tenue de les rembourser en espèces, ou en billets de la Puissance en aucun autre lieu que celui où ils sont déclarés remboursables. L'endroit ou l'un des endroits auxquels les billets de la Banque seront remboursables, sera toujours au siége principal de ses affaires.

27.—Nul dividende ou bonus ne devra jamais être déclaré qui pourrait avoir l'effet d'entamer le capital versé, et si quelque dividende ou bonus est ainsi déclaré, les Membres de la dite Corporation qui, volontairement et sciemment, concourront dans cet Acte seront conjointement et personnellement responsables du montant de tel dividende ou bonus, comme une dette due par eux à la Banque : et si quelque partie du capital versé est perdue, les Membres de la dite Corporation devront, si la totalité du capital souscrit n'est pas versée, faire immédiatement des demandes de versements aux actionnaires jusqu'a concurrence d'un montant équivalent à cette perte ; et cette perte et les demandes en question, s'il en est fait, seront mentionnées dans le prochain état que la Banque dressera et transmettra au gouvernement; pourvu que dans tous les cas où le capital aura été entamé comme il est dit ci-haut tous les profits nets seront appliqués à combler telle perte.

28.—Nul partage de profits, soit sous forme de dividendes ou de bonus, ou des deux à la fois, ou de toute autre manière, excédant le taux de huit pour cent par année, ne sera payé par la Banque à moins qu'àprès en avoir opérée le paiement, il lui reste un fonds de réserve égal au moins

shall be issued or re-issued by the Bank, and all notes for a less sum heretefore issued shall be called in and cancelled as soon as may be practicable.

26.—The Bank shall always receive in payment its own notes at par at any of its offices and whether they be made payable there or not; but shall not be bound to redeem them in specie or Dominion notes at any place other than where they are made payable; the place or one of the places at which the notes of the Bank shall be made payable shall always be its chief seat of business.

27.—No dividend or bonus shall ever be made so as to impair, the paid up Capital, and if any dividend or bonus be so made, the Members of the said Corporation knowingly and wilfully concurring therein, shall be jointly and severally liable for the amount thereof, as a debt due by them to the Bank; and if any part of the paid up Capital be lost, the Members of the said Corporation shall, if all the subscribed stock be not paid up, forthwith make calls upon the Shareholders to an amount equivalent to such loss; and such loss (and the calls, if any) shall be mentionned in the Return then next made by the Bank to the Government; provided that in any case where the Capital has been impaired as aforesaid, all net profits shall be applied to make good such loss.

28.—No division or profits, either by way of dividends or bonus, or both combined, or in any other way, exceeding the rate of eight per cent, per annum, shall be paid by the Bank, unless after paying the same, it shall have a rest or reserved fund equal to at least twenty per cent, of its

à vingt pour cent de son capital versé, déduction faite de toutes les créances mauvaises et douteuses, avant de calculer le montant de ce fonds de réserve.

29.—Des listes certifiées des associés en nom collectif, indiquant leurs qualités et domiciles, et le nombre d'actions qu'ils possèdent respectivement, seront, chaque année, soumises au parlement, dans les quinze jours de l'ouverture de la session.

30.—Des états mensuels seront transmis par la Banque au gouvernement, dans la forme suivante, et seront dressés dans les dix premiers jours de chaque mois ; et ils feront voir la situation de la Banque le dernier jour juridique du mois précédent ; et ces états mensuels seront signés par le Président ou le Vice-Président, ou par le Membre de la dite Corporation agissant alors comme Président, et par le Gérant, Caissier ou autre principal officier de la Banque au siége principal de ses affaires.

Etat du Montant du Passif et de l'Actif de la Banque

le *jour de* *A. D.*, 18

Capital Autorisé, $. Capital Souscrit, $. Capital Versé, $.

PASSIF.

	$	cts.
1. Billets en circulation		
2. Dépôts du gouvernement, remboursables à demande		
3. Autres dépôts, remboursables à demande		
4. Dépôts du gouvernement, remboursables après avis ou à une date fixe		
5. Autres dépôts, remboursables après avis ou à une date fixe		
6. Dû à d'autres banques en Canada		
7. Dû à d'autres banques ou agents hors du Canada		
8. Engagements non compris dans les items qui précèdent		

paid up capital, deducting all bad and doubtful debts before calculating the amount of such rest.

29.—Certified lists of the principal partners, with their additions and residences, and the number of shares they respectively hold, shall be laid before Parliament every year, within fifteen days after the opening of the Sessions.

30.—Monthly returns shall be made by the Bank to the Government in the following form, and shall be made up within the first ten days of each month, and shall exhibit the condition of the Bank on the last juridical day of the month preceding ; and such monthly returns shall be signed by the President or Vice-President, or the Member of the said Corporation then acting as President, and by the Manager, Cashier, or other principal officer of the Bank at its chief seat of business :

Retnrn of the amount of liabilities and assets of the Bank, on the day of A.D. 18

Capital Authorized, $. Capital Subscribed, $. Capital Paid Up, $.

LIABILITIES.

	$	cts.
1. Notes in Circulation.....		
2. Government Deposits payable on demand.....		
3. Other Deposits payable on demand.....		
4. Government Deposits payable after notice, or on a fixed day.....		
5. Other Deposits payable after notice, or on a fixed day.....		
6. Due to other Banks in Canada.....		
7. Due to other Banks or Agents not in Canada.		
8. Liabilities not included under the foregoing heads.....		

ACTIF.

	$ cts.
1. Espèces	
2. Billets provinciaux ou de la Puissance	
3. Billets d'autres banques et chèques sur d'autres banques	
4. Balances dues par d'autres banques en Canada	
5. Balances dues par d'autres banques ou agents hors du Canada	
6. Bons ou effets du gouvernement	
7. Prêts aux gouvernements de la Puissance et des provinces respectivement	
8. Prêts, escomptes ou avances, sur compte courant, à des corporations	
9. Billets et effets de commerce escomptés, et non échus	
10. Billets et effets de commerce escomptés, en souffrance, et non spécialement garantis	
11. Créances en souffrance garanties par hypothèques ou autres titres de biens-fonds, ou par dépôts ou nantissement d'actions, ou par d'autres valeurs	
12. Immeubles appartenant à la banque (autres que les édifices de la banque), et obligations hypothécaires sur des immeubles, vendus par la banque	
13. Edifices de la banque	
14. Autres dettes actives non comprises dans les items précédents	

Nous déclarons que l'état précédent est préparé d'après les livres de la banque, et que cet état est exact au meilleur de notre connaissance et croyance.

(*Lieu*) ce jour de 18

A. B.—*Président, etc.*
C. D.—*Caissier, etc.*

ASSETS.

	$	cts.
1. Specie		
2. Provincial or Dominion notes		
3. Notes of and cheques on other Banks		
4. Balances due from other Banks in Canada		
5. Balances due from other Banks or Agents not in Canada		
6. Government Debentures or Stock		
7. Loans to the Governments of the Dominion and of any of the Provinces, respectively		
8. Loans, Discounts, or Advances on Current Account to Corporations		
9. Notes and Bills discounted, and current		
10. Notes and Bills discounted, overdue and not specially secured		
11. Overdue Debts secured by Mortgage or other Deed, on Real Estate, or by Deposit of, or lien on Stock, or by other Securities		
12. Real Estate, the property of the Bank, (other than the Bank Premises), and Mortgages on Real Estate sold by the Bank		
13. Bank Premises		
14. Other Assets not included under the foregoing heads		

We declare that the foregoing return is made up from the baoks of the Bank, and that it is correct to the best of our knowledgo and belief.

(*Place*) this day of 18

A. B.—*President, &c.*

C. D.—*Cashier, &c.*

31.—La dite Corporation fournira de temps à autre, lorsqu'elle en sera requise, au Gouverneur, Lieutenant-Gouverneur, ou à la personne administrant le Gouvernement de cette Puissance, telle information sur l'état et les procédés de la Corporation, et sur les divers branches et bureaux d'escompte et de dépôt d'icelle, que le gouverneneur, Lieutenant-Gouverneur, ou la Personne administrant le Gouvernement de cette Puissance, pourra raisonnablement juger à propos de demander : Pourvu toujours, que les bilans, qui seront ainsi produits, et les autres renseignements, qui seront donnés, seront considérés par le dit Gouverneur , Lieutenant-Gouverneur, ou la Personne administrant le Gouvernement de cette Puissance, comme produits et donnés sous la stricte obligation de sa part de ne rien dévoiler du contenu des dits bilans, ni des renseignements qui seront ainsi donnés ; Et pourvu aussi que la Corporation ne fera pas connaître, et rien dans ces présentes ne sera censé l'autoriser, ou aucun de ses Membres, à faire connaître les comptes particuliers d'aucune personne ou personnes que ce soit ayant des affaires avec la Corporation.

32.—La Banque gardera toujours, autant que possible, la moitié de sa réserve de fonds en billets de la Puissance, et la proportion de cette réserve représentée par des billets de la Puissance ne sera jamais de moins d'un tiers de cette réserve.

33.—Chaque banque à laquelle s'applique le présent acte sera exempte de la taxe maintenant imposée sur la moyenne du montant de ses billets en circulation à laquelle les autres banques continueront d'être soumises, et de l'obligation de placer une partie de son capital en bons du gouvernement ou bons de toute espèce.

34.—Le receveur-général prendra les mesures nécessaires pour opérer la livraison des billets de la Puissance, à toute banque, en échange d'un égal montant d'espèces,

31.—The Corporation shall from time to time, when required, furnish to the Governor, Lieutenant-Governor, or person administering the Government of this Dominion, such information respecting the state and proceedings of the Corporation, and of the several Branches and Offices of Discount and Deposit thereof, as such Governor, Lieutenant-Governor, or person administering the Government of this Dominion may reasonably see fit to call for : Provided always, that the balance-sheets and the further information that shall be so produced and given, shall be held by the said Governor, Lieutenant-Governor, or person administering the Government of this Dominion, as being produced and given in strict confidence that he shall not divulge any part of the contents of the said balance-sheets or of the information that shall be so given : and provided also, that the Corporation shall not, nor shall any thing herein contained be construed to authorized them or any of them to make known the private account or accounts of any person or persons whomsoever having dealings with the Corporation.

32.—The Bank shall always hold, as nearly as may be praticable, one half of its Cash Reserves in Dominion Notes, and the proportion of such Reserves in Dominion Notes shall never be less than one third thereof.

33.—Every Bank to which this Act applies shall be exempt from the tax now imposed on the average amount of its notes in circulation, to which other Banks will continue liable, and from the obligation to hold any portion of its capital in Government Debentures or Debentures of any kind.

34.—The Receiver General shall make such arrangements as may be necesary for ensuring the delivery of Dominion Notes to any Bank, in exchange for an equiva-

aux différents bureaux où les billets de la Puissance seront remboursables, dans les cités de Toronto, Montréal, Halifax et St. Jean, (N.B.), respectivement.

35.—Des livres de souscription pourront être ouverts, et les actions du capital de la banque être faites transférables, et les dividendes en provenant payables dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, de la même manière que ces dividendes et actions sont respectivement transférables et payables au bureau principal de la banque ; et les Membres de la dite Corporation pourront, à cet effet, déterminer, de temps à autre, la juste proportion des actions qui seront ainsi transférables dans le Royaume-Uni, et faire tels règles et réglements, prescrire telles formules, et nommer tel agent au tels agents qu'ils jugeront nécessaires.

36.—Les actions du capital seront payées par tels versements, et en tels temps et lieu que les Membres de la dite Corporation fixeront ; et les éxécuteurs, administrateurs et curateurs qui feront des versements sur les actions des actionnaires décedés seront et sont par le présent respectivement rendus indemnes pour tels paiements ; pourvu toujours qu'aucune action ne soit censée légalement souscrite à moins qu'une somme égale à dix pour cent au moins sur le montant souscrit ne soit réellement payée lors de la souscription, ou dans le délai de trente jours après la souscription. (1)

37.—Les actions du capital de la Banque seront réputées et déclarées meubles, et seront cessibles et transferrables au chef-lieu des affaires de la Banque, ou à l'une de ses succursales, que les Membres de la dite Corporation désigneront à cet effet, et suivant telle forme que les Membres de la dite Corporation prescriront ; mais nulle cession ou transfert

(1) Cette clause et la précédente ne s'appliqueraient à la Banque du Peuple, qu'en autant qu'elle augmenterait son capital.

lent amount of specie, at the several offices at which Dominion Notes will be redeemable, in the Cities of Toronto, Montreal, Halifax, and St. John, (N.B.) respectively.

35.—Books of subscription may be opened, and shares of the capital stock of the Bank may be made transferable, and the dividends accruing thereon may be made payable in the United Kingdom of Great Britain and Ireland, in like manner as such shares and dividends are respectively made transferable and payable at the head office of the Bank; and to that end the Members of the Corporation may from time to time determine the proportion of the shares which shall be so transferable in the United Kingdom, and make such rules and regulations, and prescribe such forms, and appoint such agent or agents, as they may deem necessary. (1)

36.—The shares of the capital stock shall be paid in by such instalments, and at such times and places as the Members of the said Corporation shall appoint, and executors, administrators and curators paying the instalments upon the shares of deceased shareholders shall be and are respectively indemnified for paying the same: Provided always, that no shares shall be held to be lawfully subscribed for, unless a sum equal to at least ten per centum on the amount subsribed for, be actually paid at the time or within thirty days after the time of subscribing.

37.—The shares of the capital stock of the Bank shall be held and adjudged to be personal estate, and shall be assignable and transferable at the chief place of business of the Bank, or at any of its branches which the Members of the said Corporation shall appoint for that purpose, and according to such form as the Members of the said Corpo-

(1) This clause and the following one will only apply to "La Banque du Peuple" in case of increasing its capital.

n'aura validité, à moins qu'il ne soit fait et enregistré et accepté par la partie à laquelle le transfert est effectué, dans un ou plusieurs livres que les Membres dela dite Corporation tiendront à cet effet, ni jusqu'à ce que la personne ou les personnes faisant telle cession ou transfert, n'aient préalablement acquitté, si elles en sont requises par la banque toutes sommes ou dettes dues par elle ou elles à la Banque, et dont le montant excède les actions, s'il y en a, restant à cette personne ou à ces personnes : et nulle partie d'action ou montant moindre qu'une action entière, ne sera cessible ni transférable. Lorsqu'une ou plusieurs actions du dit capital auront été vendues en vertu d'un mandat d'exécution, le shérif qui aura exécuté le mandat laissera, dans les trente jours après la vente, entre les mains du Caissier, Gérant ou autre officier de la Banque, une copie certifiée du mandat avec le certificat du shérif y apposé, déclarant à qui la vente a été faite, et là-dessus (mais non avant que toutes dettes ou sommes dues à la Banque par le porteur ou les porteurs d'actions, n'aient été acquittées comme il est dit ci-dessus,) le Président ou le Vice-Président, Gérant ou Caissier de la Banque fera à l'acheteur le transfert des actions ainsi vendues, lequel aura à tous égards, après avoir été dûment accepté, la même validité et effet légal que s'il avait été fait pâr le ou les porteurs des dites actions, nonobstant toute loi ou usage à ce contraire.

38.—Une liste de tous les transferts d'actions enrégistrés chaque jour dans les livres de la Banque, indiquant les parties à ces transferts, et le nombre d'actions transférées en chaque cas, sera dressée à la fin de chaque jour et tenue au bureaux principal de la Banque pour l'inspection des actionnaires.

39.—Si l'intérêt que possède un actionnaire dans une ou plusieurs actions du fonds social est transmis par suite du décès, de la banqueroute, ou de l'insolvabilité de cet action-

ration shall prescribe; but no assignment or transfer shall be valid unless it be made and registered and accepted by the party to whom the transfer is made in a book or books to be kept by the Members of the said Corporation for that purpose, nor until the person or persons making the same, shall, if required by the Bank, previously discharge all debts or liabilities due, by him, her, or them to the Bank which may exceed in amount the remaining stock, if any, belonging to such person or persons, and no fractional part or parts of a share, or less than a whole share, shall be assignable or transferable: and when any share or shares of the said capital stock shall have been sold under a writ of execution, the Sheriff by whom the writ shall have been executed shall, within thirty days after the sale, leave with the Cashier, Manager, or other officer of the Bank, an attested copy of the writ with the certificate of such Sheriff endorsed thereon, certifying to whom the sale has been made, and thereon (but not untill after all debts or liabilities due by the holder or holders of the shares to the Bank shall have been discharged as aforesaid) the President or Vice-President, Manager or Cashier of the Bank, shall execute the transfer of the share or shares so sold to the purchaser and such transfer being duly accepted, shall be to all intents and purposes as valid and effectual in law as if it had been executed by the holder or holders of the said share or shares any law or usage to the contrary notwithstanding.

38.—A list of all transfers of shares registered each day in the books of the Bank, showing the parties to such transfers and the number of shares transferred in each case, shall be made up at the end of each day and kept at the chief office of the Bank for the inspection of its Shareholders.

39.—If the interest in any share or shares in the capital stock becomes transmitted in consequence of the death or bankruptcy or insolvency of any shareholder, or in conse-

naire, ou par suite de mariage, si cet actionnaire est une femme, ou par tout moyen légitime autre qu'un transport fait suivant les dispositions du présent acte, ce transport sera authentiqué par une déclaration écrite, tel que ci-après mentionné, ou de toute autre manière que les Membres de la dite Corporation exigeront. Cette déclaration énoncera avec précision la manière dont toute telle action a été ainsi transportée, la personne a qui elle l'a été, et sera faite et signée par cette personne ; elle devra en outre être reconnue par la personne qui l'aura faite et signée, devant un juge d'une cour d'archives, ou devant le maire, le prévôt ou le premier magistrat d'une cité, ville, bourg, ou autre lieu, ou devant un notaire public dans l'endroit où cette déclaration a été faite et signée. Ainsi signée et reconnue, la déclaration sera déposée entre les mains du Caissier, Gérant ou de tout autre officier ou agent de la Banque, qui inscrira en conséquence dans le régistre des actionnaires, le nom du cessionnaire. Toute personne réclamant un droit en vertu d'un tel transport n'aura pas droit de recevoir une part dans les profits de la Banque, ni de voter en vertu de telle action ou telles actions, avant que ce transport n'ait été authentiqué comme il est dit ci-dessus ; pourvu, toutefois, que toute déclaration or instrument légal requis par cette clause ou la clause suivante du présent acte pour effectuer le transport d'une ou de plusieurs actions de la Banque, et qui sera fait dans un autre pays que le Canada, ou dans quelqu'autre des colonies britanniques de l'Amérique du Nord, ou dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, soit de plus authentiqué par le consul ou le vice-consul anglais, ou tout autre représentant dûment accrédité du gouvernement anglais, dans le pays où la déclaration sera faite, ou bien elle sera faite directement devant ce consul, vice-consul ou autre représentant accrédité ; et pourvu aussi que rien dans le présent acte ne soit interprété comme privant les Membres de la dite Corporation le Caissier, ou autre officier ou agent de la Banque, du droit d'exiger la production des preuves corroboratives du fait ou des faits allégués dans toute telle déclaration.

quence of the marriage of a female shareholder, or by any other lawful means than by a transfer according to the provisions of this Act, such transmission shall be authenticated by a declaration in writing, as hereinafter mentioned, or in such other manner as the Members of the said Corporation shall require, and every such declaration shall distinctly state the manner in which, and the party to whom, such shares shall have been transmitted, and shall be by such party made and signed ; and every such declaration shall be by the party making and signing the same acknowledged before a Judge of a Court of Record, or before the Mayor, Provost or Chief Magistrate of a city, town, borough, or other place, or before a Public Notary, where the same shall be made and signed ; and every declaration so signed snd ackhowledged shall be left with the Cashier, Manager or other officer or agent of the Bank, who shall thereupon enter the name of the party entitled under such transmission in the Registry of Shareholders ; and until such transmission shall have been so authenticated no party or person claiming by virtue of any such transmission shall be entitled to receive any share of the profits of the Bank, or to vote in respect of any such share or shares : provided always, that every such declaration and instrument as by this and the following section of this Act is required to perfect the transmission of a share or shares in the Bank, which shall be made in any other country than Canada, or some other of the British colonies in North America, or in the United Kingdom of Great Britain and Ireland, shall be further authenticated by the British Consul or Vice-Consul, or other the accredited representative of the British Government in the country where the declaration shall be made, or shall be made directly before such British Consul or Vice- Consul or other accredited representative : and provided also that nothing in this Act contained shall be held to debar the Members of the said Corporation, Cashier or other officer or agent of the Bank from requiring corroborative evidence of any fact or facts alleged in any such declaration.

40.—Si la transmission d'une action du fonds social s'opère en vertu du mariage de l'actionnaire, s'il est une femme, la déclaration sera accompagnée d'une copie de l'extrait du mariage, ou autres détails attestant sa célébration, et constatera l'identité de la femme ainsi mariée comme propriétaire de la dite action, et sera faite et signée par telle femme et son mari ; et ils pourront y inclure une déclaration à l'effet que l'action transmise appartient en propre à la femme et est sous son unique contrôle, afin qu'elle puisse recevoir les dividendes et profits en provenant et en donner des quittances, et vendre et céder l'action même, sans exiger le consentement ou l'autorisation de son mari ; et cette déclaration sera obligatoire pour la Banque et les personnes qui la feront, jusqu'à ce que les parties jugent à propos de la révoquer par avis par écrit transmis à cet effet à la Banque ; et de plus le fait d'omettre dans telle déclaration que la femme qui la fait y est dûment autorisée par son mari, ne rendra pas la déclaration illégale ou informe, nonobstant toute loi ou coutume à ce contraire.

41.—Si la transmission s'opère en vertu d'un acte testamentaire, ou par suite de décès *ab intestat*, l'acte probatif du testament, ou les lettres d'administration ou l'acte de curatelle, ou un extrait officiel d'iceux, seront produits et déposés ensemble avec la déclaration entre les mains du Caissier ou autre officier ou agent de la Banque, qui inscrira, en conséquence, dans le régistre des actionnaires, le nom du cessionnaire y ayant droit en vertu de telle transmission.

42.—Si la transmission d'une ou plusieurs actions du capital de la Banque se fait par le décès d'un actionnaire, la production faite aux Membres de la dite Corporation et le dépôt entre leurs mains d'une copie authentique de l'acte probatif du testament de l'actionnaire décédé, ou des

40.—If the transmission of any share of the Capital Stock be by virtue of the marriage of a female shareholder, the declaration shall be accompanied by a copy of the register of such marriage, or other particulars of the celebration thereof, and shall declare the identity of the wife with the holder of such share, and shall be made and signed by such female Shareholder and her husband; and it shall be competent to them to include therein a declaration to the effect that the share transmitted is the sole property, and under the sole control of the wife, that she may receive and grant receipts for the dividends and profits accruing in respect thereof, and dispose of and transfer the share itself, without requiring the consent or authority of her husband; and such declaration shall be binding upon the Bank and the parties making the same until the said parties shall see fit to revoke it by a written notice to that effect to the Bank; and further, the omission of a statement in any such declaration, that the wife making the same is duly authorized by her husband to make the same, shall not cause the declaration to be deemed either illegal or informal; any law or usage to the contrary notwithstanding.

41.—If the transmission have taken place by virtue of any testamentary instrument, or by intestacy, the probate of the will, or any letters of administration or acts of curatorship, or an official extract therefrom, shall, together with such declaration, be produced and left with the Cashier, or other officer or agent of the Bank, who shall thereupon, enter the name of the party entitled under such transmission, in the register of shareholders.

42.—If the transmission of any shares of the Capital Stock of the Bank be by the decease of any Shareholder, the production to the Members of the said Corporation and the deposit with them of any authenticated copy of the probate of the will of the deceased Shareholder, or of

lettres d'administration de sa succession accordées par toute cour de la Puissance autorisée à accorder tel acte et vérification ou lettres d'administration, ou par une Cour ou autorité de pérogative, ou diocésaine, ou particulière, en Angleterre, dans le pays de Galles, en Irlande, ou dans une colonie anglaise quelconque, ou de tout testament testamentaire ou testament datif expédié en Ecosse ; ou si l'actionnaire est décedé en dehors des possessions de Sa Majesté, la production et le dépôt fait aux membres de la dite Corporation d'une copie authentique de tout acte probatif de son testament, ou des lettres d'administration de sa succession, ou autre document de la même teneur, accordés par toute cour au autorité compétente, suffiront pour justifier et autoriser les Membres de la dite Corporation à payer tout dividende, ou à transférer ou autoriser le transfert de toute action ou de toutes actions conformément à tel acte probatif, lettres d'administration, ou autre document comme susdit.

43.—Lorsque l'intérêt dans une action ou actions du capital de la Banque, sera transmis par la mort d'un actionnaire ou autrement, ou lorsque la propriété ou le droit légal à la possession d'une action ou actions, changera par quelque moyen légitime, autre que par transfert, suivant les dispositions du présent acte, et que les Membres de la dite Corporation entretiendront des doutes raisonnable sur la légalité d'aucun droit sur et à telle action ou actions, alors et au dit cas, il sera loisible à la Banque de faire et déposer, dans une des cours supérieures de loi ou d'équitté dans la province où est situé le bureau principal de la Banque, une déclaration et pétition par écrit, adressées aux juges de la cour, exposant les faits et le nombre d'actions appartenant antérieurement à la partie au nom de laquelle les dites actions sont inscrites dans les livres de la Banque, et demandant un ordre ou jugement décidant et adjugeant les dites actions à la partie ou aux parties y ayant légalement droit ; et la Banque se gouvernera d'après le dit ordre ou jugement, et sera absolument à cou-

letters of administration of his estate granted by any Court in the Dominion having power to grant such probate or letters of administration, or by any prerogative, diocesan or peculiar Court or authority in England, Wales, Ireland, or any British Colony, or of any testament testamentary or testament dative, expede in Scotland, or, if the deceased Shareholder shall have died out of Her Majesty's dominions, the production to and deposit with the Members of the said Corporation of authenticated copy of the probate of his or her will or letters of administration of his or her property, or other documents of like import granted by any Court or authority having the requisite power in such matters, shall be sufficient justification and authority to the Members of the said Corporation for paying any dividend, or transferring or authorising the transfer, of any share or shares, in pursuance of and in conformity to such probate, letters of administration, or other such document as aforesaid.

43.—Whenever the interest in any share or shares of Capital Stock of the Bank shall be transmitted by the death of any Shareholder or otherwise, or whenever the ownership of or legal right of possession in any such share or shares shall change by any lawful means other than by transfer, according to the provisions of this Act, and the Members of the said Corporation of the Bank shall entertain reasonable doubts as to the legality of any claim to and upon such share or shares of stock, then, and in such case, it shall be lawful for the Bank to make and file in one of the Superior Courts of Law or Equity in the Province in which the Head Office of the Bank is situated, a declaration and petition in writing, addressed to the Justices of the Court, settingforth the facts and the number of shares previously belonging to the party in whose name such shares stand in the books of the Bank, and praying for an order or judgment adjudicating and awarding the said shares to the party or parties legally entitled to the same, and by which order or judgment the Bank shall be

vert et indemne et déchargée de toute et chacune les autres réclamations au sujet des dites actions ou en provenant ; pourvu, toujours, qu'avis de la dite pétition sera donné à la partie réclamant les actions, ou au procureur de telle partie dûment autorisé à cette fin, laquelle, sur la production de la dite pétition, établira ses droits aux actions mentionnées dans la dite pétition ; et les délais pour plaider et toutes les autres procédures aux dits cas, seront les mêmes que celles qui sont observées dans des causes analogues pendantes devant les dites cours supérieures ; pourvu, aussi, que les frais et dépens encourus, pour obtenir le dit ordre et jugement, seront payés par la partie ou les parties auxquelles les actions seront déclarées légalement appartenir, et les actions ne seront point transférées avant que les dits frais et dépens ne soient payés, sauf le recours de la dite partie contre toute personne contestant son droit.

44.—La Banque ne sera pas tenue de veiller à l'exécution d'aucun fidéicommis, soit formel, tacite, soit implicite, auquel une action du capital pourrait être sujette, et la quittance de la personne au nom de laquelle cette action est inscrite sur les livres de la Banque, ou lorsque l'action est inscrite au nom de plusieurs personnes, la quittance de l'une d'elles sera une décharge complète en faveur de la Banque de tout dividende ou autre somme d'argent payable en vertu de cette action, à moins qu'un avis exprès au contraire ait été donné à la Banque ; et la Banque ne sera pas tenue de surveiller l'emploi de l'argent payé sur telle quittance, qu'elle ait été donnée par l'une de ces parties ou par toutes.

45.—Les Membres de la dite Corporation pourront demander aux actionnaires, sur le montant des actions respectivement souscrites par eux, tels versements qu'ils jugeront nécessaires ; et au nom social de la Banque ils pourront poursuivre pour les dits versements, et les recouvrer, ou confisquer et déclarer les dits actions confisquées

guided and held fully harmless and indemnified and released from all and every other claim for the said shares or arising therefrom: Provided always, that notice of such petition shall be given to the party claiming such share or shares, or to the Attorney of such party duly authorized for the purpose, who shall upon the filing of such petition, establish his right to the several shares referred to in such petition; and the delays to plead and all other proceedings in such cases shall be the same as those observed in analogous cases before the said Superior Courts: Provided, also, that the costs and expenses of procuring such order and adjudication shall be paid by the party or parties to whom the said shares shall be declared lawfully to belong, and such shares shall not be transferred until such costs and expenses be paid, saving the recourse of such party against any party contesting his right.

44.—The Bank shall not be bound to see to the execution of any trust, whether expressed, implied, or constructive, to which any of the shares of its stock shall be subject, and the receipt of the party in whose name any such share shall stand in the books of the Bank, or, if it stands in the name of more parties than one, the receipt of one of the parties, shall be a sufficient discharge to the Bank for any dividend or any other sum of money payable in respect of such share, unless express notice to the contrary has been given to the Bank; and the Bank shall not be bound to see to the application of the money paid upon such receipt, whether given by one of such parties of all them.

45.—The Members of the said Corporation shall have power to make such calls of money from the several shareholders for the time being upon the shares subscribed for in the Bank by them respectively, as they may find necessary, and in the corporate name of the Bank to sue for, recover and get in all such calls, or to cause and declare

au profit de la Banque en cas de non-exécution de tel versement ; et une action pourra être intentée pour recouvrer toute somme due sur tel versement, et il ne sera pas nécessaire d'énoncer, dans la déclaration, la matière spéciale ; il suffira de dire que le Défendeur est porteur d'une ou plusieurs actions, suivant le cas, du capital de la Banque et qu'il est endetté envers elle d'un ou de plusieurs versements sur les dites actions, pour la somme à laquelle le versement ou les versements demandés se montent, suivant le cas, mention étant faite du montant et du nombre des versements demandés, pour quoi, d'après le présent acte, la Banque a droit d'action pour recouvrer la dite somme ; et il suffira, pour maintenir l'action intentée, de prouver par un témoin quelconque, [tout actionnaire étant compétent,] que le défendeur, au temps de la demande du versement, était actionnaire, pour le nombre d'actions allégué, et de produire le réglement ou la décision des Membres de la dite Corporation prescrivant et faisant telle demande de versement, et de prouver qu'il en a été donné avis conformément à tel réglement ou décision ; et il ne sera pas nécessaire de prouver que les Membres de la dite Corporation ont été nommés, ou nulle autre chose que ce soit ; pourvu que chaque demande de versement soit faite à des intervalles de pas moins de trente jours, et sur avis donné au moins trente jours avant celui où le versement devient dû ; et aucune demande de versement ne s'élèvera à plus de dix pour cent sur chaque action souscrite. (1)

46.—La Banque aura le pouvoir d'acquérir et posséder des biens immobiliers pour son usage et occupation et l'administration de ses affaires, et de les vendre et céder et d'acquérir d'autres propriétés à la place pour les mêmes fins.

---

(1) Cette clause ne s'appliquerait à la Banque du Peuple qu'en autant qu'elle augmenterait son capital,

such shares to be forfeited to the Bank in case of non-payment of any such call; and an action may be brought to recover any money due on any such call, and it shall not be necessary to set forth the special matter in the declaration, but it shall be sufficient to allege the defendant is holder of one share or more, as the case may be, in the capital stock of the Bank, and is indebted to the Bank for a call or calls upon such share or shares, on the sum to which the call or calls amount as the case may be, stating the amountand number of such calls, whereby an action hath accrued to the Bank to recover the same from such defendant byvirtue of this Act; And it shall be sufficient to maintain such action, to prove by any one witness, (a sharcholder being competent) that the defendant, at the time of making any such call, was a shareholder in the number of shares alleged, and to produce the by-law or resolution of the Members of the said Corporation making and prescribing such call, and to prove notice thereof, given in conformity with such by-law or resolution; and it shall not be necessary to prove the appointment of the Members of the said Corporation or any other matter whatsoever; provided that such calls shall be made at intervals of not less than thirty days, and upon notice to be given at least thirty days prior to the day on which such call shall be payable; and no such call shall exceed the ten per cent. of each share subscribed. (1)

46.—The Bank shall have the power to acquire and hold real and immovable estate for its actual use and occupation, and the management of its business, and to sell or dispose of the same, and other property to acquire in its stead, for the same purposes.

---

(1) This clause will only apply to "La Banque du Peuple" in case of increasing its capital.

47.—La Banque ne pourra, ni directement ni indirectement, prêter de l'argent ou faire des avances sur garantie ou hypothèque de terres ou tenements, ou d'aucuns navires ou autres bâtiments, ni sur la garantie ou le gage d'aucune action ou actions du capital de la Banque, ou effets, denrées ou marchandises, excepté tel qu'autorisé par le présent acte ; elle ne pourra non plus, ni directement ni indirectement, acheter et vendre, ou échanger des effets, denrées ou marchandises, ni s'engager ou être engagée dans aucun commerce quelconque, si ce n'est dans celui des matières d'or et d'argent, des lettres de change, de l'escompte des billets promissoires et des effets négociables, et dans telles autres opérations qui concernent en général le commerce de Banque.

48.—La Banque pourra tenir, posséder et vendre les mortgages et hypothèques appliqués sur des propriétés tant mobilières qu'immobilières, sous forme de garantie additionnelle pour les dettes contractées envers la Banque dans le cours de ses opérations ; et les droits, pouvoirs et priviléges que la Banque est déclarée par les présentes avoir ou avoir eus, relativement aux propriétés immobilières hypothéquées en sa faveur, seront tenus et possédés par elle à l'égard de toute propriété mobilière qui pourra être hypothéquée en sa faveur.

49.—La Banque pourra acheter les terres ou propriétés immobilières offertes en vente sous exécution à la poursuite de la Banque, ou offertes en vente par la Banque, en vertu d'un droit de vente à elle donné pour cet objet, dans des cas ou des circonstances analogues, tout individu pourrait ainsi acheter, sans aucune restriction quant à la valeur des terres qu'elles peut ainsi acheter, et pourra acquérir le titre de telle propriété de la même manière que tout individu achetant à une vente de shérif, ou en vertu d'un droit de vente, peut le faire lui-même, dans les mêmes circonstances ; et la Banque pourra avoir, tenir et posséder la dite propriété, et en disposer selon son plaisir.

47.—The Bank shall not, either directly or indirectly, lend money or make advances upon the security, mortgage or hypothecation of any lands or tenements, or of any ships or other vessels, nor upon the security or pledge of any share or shares of the Capital Stock of the Bank, or of any goods, wares or merchandize, except as authorized in this Act; nor shall the Bank, either directly or indirectly, deal in the buying and selling or bartering of goods, wares or merchandize, or engage or be engaged in any trade whatever, except as a dealer in gold and silver bullion, bills of exchange, discounting of promissory notes and negotiable securities, and in such trade generally as appertains to the business of banking.

48.—The Bank make take, hold and dispose of mortgages and hypothêques upon personal as well as real property, by way of additional security for debts contracted to the Bank in the course of its business; and the rights, powers and privileges which the Bank is hereby declared to have or to have had in respect of real estate mortgaged to it, shall be held and possessed by it, in respect of any personal estate which may be mortgaged or hypothecated to it.

49.—The Bank may purchase any lands or real estate offered for sale under execution at the suit of the Bank, or exposed to sale by the Bank under a power of sale given to it for that purpose, in cases where, under similar circumstances, an individual could so purchase, without any restriction as to the value of the lands which it may so purchase, and may acquire a title hereto as any individual purchasing at Sherriff's sale or under a power of sale, in like circumstances, could do, and may take, have, hold and dispose of the same at pleasure.

50.—La Banque pourra acquérir et posséder la propriété absolue de terrains hypothéqués en sa faveur comme garantie d'une dette à elle due, soit en obtenant l'abandon du droit de rachat de la propriété hypothéquée, ou la forclusion de ce droit dans toute cour de chancellerie et d'équité, ou par tous autres moyens par lesquels, entre individus, un droit de rachat peut par la loi être périmé et éteint, ou elle pourra acheter et acquérir toute hypothèque ou charge antérieure sur tels terrains.

51.—Rien de contenu dans aucune charte, acte ou loi, ne sera interprété comme ayant jamais empêché ou comme empêchant la Banque d'acquérir et posséder un droit absolu aux terrains hypothéqués, quelle qu'en soit la valeur, ni d'exercer le droit, ni d'agir en vertu du droit de vente contenu dans l'hypothèque consentie ou possédée par elle, lui conférant l'autorisation de vendre et céder et transporter les terrains ainsi hypothèqués.

52.—Les mots " articles, denrées et marchandises," lorsqu'usités dans les six sections suivantes du présent acte, seront censés comprendre, en sus du sens qu'ils comportent d'ordinaire, les bois de construction, planches, madriers, douves et autres bois, ainsi que tous les produits agricoles.

53.—La Banque pourra acquérir et posséder tout reçu de chantier (*cove receipt*), ou tout reçu donné par un garde-chantier, ou par le gardien d'un quai, d'une cour, d'un havre ou autre endroit, tout connaissement, spécification de bois, ou tout reçu donné pour des céréales, articles, denrées ou marchandises emmagasinées ou déposées dans un chantier, sur un quai, dans une cour, un havre, entrepôt, moulin ou dans un autre endroit en Canada, ou expédiées dans un vaisseau, ou livrées à un voiturier pour les transporter de quelqu'endroit que ce soit à toute partie de cette Puissance, ou a travers cette Puissance, ou sur les eaux qui la baignent, ou de cette Puissance à tout autre

50.—The Bank may acquire and hold an absolute title in or to land mortgaged to it as security for a debt due or owing to it, either by obtaining a release of the equity of redemption in the mortgaged property, or by procuring a foreclosure in any Court of Chancery or of Equity, or by other means whereby, as between individuals, an equity of redemption can by law be barred, and may purchase and acquire any prior mortgage or charge on such land.

51.—Nothing in any Charter, Act or law shall be construed as ever having prevented or as preventing the Bank from acquiring and holding and absolute title to and in any such mortgaged lands, whatever the value thereof may be, or from exercising or acting upon any power of sale contained in any mortgage given to it or held by it, authorizing or enabling it to sell or convey away any lands so mortgaged.

52.—The words "goods, wares and merchandize" when used in the six next following sections of this Act, shall be held to comprise in addition to the things usually understood thereby, timber, boards, deals, staves and other lumber, and also all agricultural produce.

53.—The Bank may acquire and hold any cove receipt or any receipt by a cove keeper, or by the keeper of any warf, yard, harbor or other place, any bill of lading, any specification of timber, or any receipt given for cereal grains, goods, wares or merchandize stored or deposited, in any cove, wharf, yard, harbor, warehouse, mill, or other place in Canada, or shipped in any vessel or delivered to any carrier for carriage from any place whatever to any part of this Dominion, or through the same or on the waters bordering thereon, or from the same to any other place whatsoever, and whether such cereal grains are to be delivered upon such receipt in species or converted into

endroit que ce soit, et soit que ces céréales doivent être délivrées en nature sur tel reçu ou être converties en farine,—comme sûreté collatérale pour le paiement de toute lettre de change ou billet escompté par telle Banque, dans le cours régulier de ses affaires de Banque, ou pour toute dette qui pourra devenir due à la Banque à la suite d'un crédit ouvert ou d'une obligation contractée par la Banque pour ou au nom du porteur ou propriétaire de tel connaissement, spécification ou reçu, ou pour toute autre dette qui deviendra due à la Banque ; et tel connaissement, spécification ou reçu étant ainsi acquis aura l'effet de transférer à la Banque, à compter de la date de l'acquisition, tout droit et titre du dernier détenteur, et si ce détenteur est agent du propriétaire dans le sens du cinquante-neuvième chapitre des statuts refondus de la ci-devant province du Canada, alors tous les droits et titres du propriétaire à ou sur ces céréales, articles, denrées ou marchandises, sujet au droit de ce dernier de se faire rendre tous les dits articles, si la lettre de change, le billet ou dette est payé à son échéance ; et dans le cas où telle lettre de change, ou billet ou dette ne serait pas payé à son échéance, la Banque pourra vendre les dites céréales, articles, denrées ou marchandises, et retenir les produits nets, ou telle somme à même ces produits, qui sera égale au montant dû à la Banque sur telle lettre de change ou billet ou dette avec les intérêts et les frais, remettant à celui de qui tel titre a été acquis par la Banque le surplus, s'il y en a.

54.—Nul transport de tel connaissement, spécification de bois ou reçu ne sera fait en vertu du présent acte pour garantir le paiement d'une lettre de change, d'un billet ou d'une dette, à moins que la lettre de change, le billet ou la dette ne soit négocié ou contracté à l'époque de son acquisition par la Banque, ou qu'il ne soit convenu que le connaissement, la spécification de bois ou le reçu sera transféré à la Banque, mais la lettre de change, le billet ou la dette pourra être renouvelé ou le délai pour en faire le paiement pourra être prolongé, sans affecter la garantie.

flour,—as collateral security for the due payment of any bill of exchange or note discounted by such Bank in the regular course of its banking business, or for any debt which may become due to the Bank under any credit opened or liability incurred by the Bank for or on behalf of the holder or owner of such bill of lading, specification or receipt, or for any other debt to become due to the Bank:—and such bill of lading, specification or receipt, being so acquired, shall vest in the Bank from the date of the acquisition thereof, all the right and title of the last previous holder thereof, and if such holder be the agent of the owner, within the meaning of the fifty-ninth chapter of the Consolidated Statutes of the late Province of Canada, then all the right and title of the owner thereof, to or in such cereal grains, goods, wares or merchandize, subject to his right to have the same re-transferred to him, if such bill, note or debt be paid when due; and in the event of the non-payment of such bill or note or debt when due, such Bank may sell the said cereal grains, goods, wares or merchandize and retain the net proceeds, or so much thereof as will be equal to the amount due to the Bank upon such bill or debt or note, with interest and costs, returning the overplus, if any, to the person from whom such instrument was acquired by the Bank.

54.—No transfer of any such bill of lading, specification of timber or receipt shall be made under this Act to secure the payment of any bill, note or debt, unless such bill, note or debt, be negociated or contracted at the time of the acquisition thereof by the Bank, or upon the understanding that such bill of lading, specification of timber or receipt would be transferred to the Bank, but such bill note or debt may be renewed or the time for the payment thereof extended, without affecting such security.

55.—Si une personne étant garde-chantier, gardien de quai, cour, havre ou autre endroit, garde-magasin, meunier, propriétaire de quai, patron de navire ou voiturier, saleur ou embarilleur de lard, ou commerçant de laine, et pouvant donner un reçu ou connaissement en cette qualité, tel que prescrit ci-dessus, pour céréales, articles, denrées ou marchandises, est en même temps propriétaire ou a droit elle-même de recevoir (autrement qu'en sa capacité de garde-magasin, meunier, propriétaire de quai, patron de navire ou voiturier, garde-chantier, gardien de quai, cour, havre ou autre endroit, saleur et embarilleur de lard ou cemmerçant de laine,) telles céréales, articles, denrées ou marchandises,—tel reçu, connaissement, reconnaissance ou certificat équivalant au reçu ou connaissement, donné par cette personne, sera valide et aura tous les effets prescrits par le présent acte, de la même manière que si la personne donnant tel reçu, reconnaissance ou certificat ou connaissement, et le propriétaire ou la personne ayant droit de recevoir ces céréales, articles, denrées ou marchandises n'étaient par la seule et même personne, et dans le cas de salaison et de l'embarillage du lard, un reçu donné pour les cochons s'appliquera au lard provenant de ces cochons.

56.—Toutes avances faites sur la garantie de quelque connaissement, spécification, reçu, reconnaissance ou certificat, donneront et seront censées donner à la Banque faisant telles avances, un droit pour le remboursement de telles avances sur les céréales, articles, denrées ou marchandises y mentionnées, emportant priorité et privilége sur le droit de tout vendeur non-payé, nonobstant toute loi, usage ou coutume à ce contraire.

57.—Mais nuls bois de construction, planches, madriers, douves ou autres bois ne seront tenus en gage par la Banque pour un terme excédant douze mois de calendrier, sauf sur le consentement par écrit de la personne qui les

55.—Where any person engaged in the calling of cove keeper, keeper of a wharf, yard, harbor or other place, warehouseman, miller, wharfinger, master of a vessel or carrier, curer and packer of pork, or dealer in wool, by whom a receipt or bill of lading may be given in such capacity, as hereinbefore mentioned, for cereal grains, goods, wares or merchandize, is at the same time the owner of or entitled himself (otherwise than in his capacity of warehouseman, miller, wharfinger, master of a vessel or carrier, cove keeper, keeper of a wharf, yard, harbor or other place, curer and packer of pork or dealer in wool,) to receive such cereal grains, goods, wares, or merchandize, any such receipt or bill of lading or any acknowledgment or certificate intended to answer the purpose of such receipt or bill of lading, made by such person, shall be as valid and effectual for the purposes of this Act as if the person making such receipt, acknowledgment or certificate or bill of lading, and the owner or person entitled to receive such cereal grains, goods, wares or merchandize were not one and the same person, and in the case of the curing and packing of pork, a receipt for hogs, shall apply to the pork made from such hogs.

56.—All advances made on the security of any bill of lading, specification, receipt, acknowledgment or certificate, shall give and be held to give to the Bank making such advances a claim for the repayment of such advances on the grain, goods, wares or merchandize therein mentioned, prior to and by preference over the claim of any unpaid vendor, any law, usage, or custom to the contrary notwithstanding.

57.—But no timber, boards, deals, staves or other lumber shall be held in pledge by the Bank for any period exceeding twelve calendar months, except by the consent in writing of the person pledging the same, and no sale of

met en gage ; et nulle vente de bois de construction, planches, madriers, douves ou autres bois ne se fera en vertu du présent acte, à moins ni avant qu'un avis du temps et du lieu de la dite vente n'ait été donné par lettre transmise par la malle à la dernière adresse connue de celui qui les met en gage, trente jours au moins avant leur vente ; et toute telle vente se fera aux enchères publiques, avis en ayant été donné par la publication d'une annonce, énonçant le jour et le lieu de la vente dans au moins deux journaux se publiant dans l'endroit ou le plus près de l'endroit ou la vente devra se faire et dans chaque numéro de ces journaux pendant huit jours, lesquels journaux seront ceux dont la publication est la plus fréquente dans l'endroit ou le plus près de l'endroit où la vente doit se faire, et si c'est dans la province de Québec, un de ces journaux au moins devra se publier en langue anglaise, et un autre au moins en langue française ; et nulles céréales, articles, denrées ou marchandises, à part les bois de construction, planches, madriers douves et autres bois ne seront tenus en gage par la banque pour un terme excédant six mois, si ce n'est du consentement de la personne qui les met en gage, et la banque ne pourra en opérer la vente en vertu du présent acte, à moins ni avant qu'avis ait été donné par lettre transmise par la malle à la dernière adresse connue de celui qui les met en gage, dix jours au moins avant la vente.

58.—La Banque ne fera pas de prêts ni n'accordera d'escomptes sur la garantie de ses propres actions, mais elle aura un droit privilégié pour les créances en souffrance, sur les actions et les dividendes non payés du débiteur, et elle pourra refuser de transférer les actions de tel débiteur jusqu au paiement de telles créances ; et si ces créances ne sont pas payées à leur échéance, la Banque pourra vendre ces actions, après avis donné au porteur de ces actions de l'intention de la Banque de les vendre, en transmettant tel avis par la malle à la dernière adresse connue du porteur, trente jours au moins avant la vente ; et telle vente

any timber, boards, deals, staves or other lumber, shall be made under this Act until, nor unless, notice of the time and place of such sale shall have been given by letter mailed in the post office to the last known address of the pledger thereof, at least thirty days prior to the sale thereof, and every such sale shall be made by public auction after notice thereof by advertisement, stating the time and place thereof, in at least two newspapers published in or nearest to the place where such sale is to be made, and in every issue of such newspapers during eight days, which newspapers shall be those whose issue is most frequent at or nearest the place where the sale is to be made, and if such place be in the Province of Quebec then at least one of such newspapers shall be a newspaper published in the English language, and at least one other of such newspapers shall be a newspaper published in the French language ; and no cereal grains or goods, wares or merchandize, other than timber, boards, deals, staves and other lumber shall be held in pledge by the Bank for a period exceeding six months, (except by consent of the person pledging the same), and no sales thereof shall be made by the Bank under this Act untill or unless notice has been given by letter mailed in the post office to the last known address of the pledger thereof at least ten days prior to such sale.

58.—The Bank shall not make loans or grant discounts on the security of its own stock, but shall have a priviledge lien for any overdue debt on the shares and unpaid dividends of the debtor thereof, and may decline to allow any transfer of the shares of such debtor until such debt is paid, and if such debt is not paid when due the Bank may sell such shares, after notice has been given to the holder thereof, of the intention of the Bank to sell the same, by mailing such notice in the post office to the last known address of such holder, at least thirty days prior to such sale ; and upon such sale being made, the President,

étant faite, le Président, Vice-Président, Gérant ou Caissier fera un transfert de ces actions à l'acquéreur dans le régistre ordinaire des transferts de la Banque, lequel transfert transportera à l'acquéreur tous les droits à ces actions que possédait le porteur même avec la même obligation de garantie de sa part que s'il en était le vendeur, mais sans garantie de la Banque ou de l'officier de la Banque exécutant le transfert ;

Et rien de contenu au présent acte n'empêchera la Banque d'acquérir et posséder, comme garantie collatérale de toute avance faite par la Banque, ou de toute dette à elle due, ou de tout crédit ouvert ou obligation contractée par la Banque pour ou au nom de toute personne (et soit à l'époque à laquelle l'avance a été faite par la Banque ou à laquelle la dette a été contractée envers la Banque, ou à laquelle le crédit a été ouvert ou l'obligation contractée par la Banque), les actions du fonds social de toute autre Banque, les bons ou débentures des corporations municipales ou autres, ou les effets publics de la Puissance, des Provinces, de la Grande-Bretagne ou de l'étranger, et ces actions, bons, débentures ou effets pourront, au cas de défaut d'acquitter la dette en garantie de laquelle ils ont été ainsi acquis et gardés, être vendus, cédés et transportés de la même manière et sujets aux mêmes restrictions que celles par le présent décrétées au sujet des actions de la Banque sur lesquelles elle a obtenu uu privilége en vertu du présent acte.

59.—La dite Corporation, ne pourra, en aucun temps que ce soit, faire directement ou indirectement aucune avance ou prêt de deniers ou d'effets garantissant des deniers (*securities for money*) à ou pour l'usage ou pour le compte d'aucun Prince, Pouvoir ou Etat Etranger; et si telle avance ou prêt illégal a lieu, la dite Corporation sera dès lors dissoute, et tous les pouvoirs, droits, priviléges et avantages accordés par ces présentes cesseront; nonobstant toute chose à ce contraire dans le présent Acte.

Vice-President, Manager or Cashier shall execute a transfer of such shares to the purchaser thereof in the usual transfer book of the Bank, which transfer shall vest in such purchaser all the rights in or to such shares which were possessed by the holder thereof, with the same obligation of warranty on his part, as if he were the vendor thereof, but without any warranty from the Bank or by the officer of the Bank executing such transfer: And nothing in this Act contained shall prevent the Bank from acquiring and holding as collateral security for any advance by or debt to the Bank, or for any credit or liability incurred by the Bank to or on behalf of any person (and either at the time of such advance by, or the contracting of such debt to the Bank, or the opening of such credit, or the incurring of such liability, by the Bank), the shares of the capital stock of any other Bank, the bonds or debentures of Municipal or other Corporations, or Dominion, Provincial, British, or Foreign public securities; and such stock, bonds, debentures, or securities, may, in case of default to pay the debt for securing which they were so acquired and held, be dealt with, sold, and conveyed, in like manner and subject to the same restrictions as are herein provided in respect of stock of the Bank on which it has acquired a lien under this Act.

59.—It shall not be lawful for the said Corporation at any time whatever, directly or indirectly, to advance or lend, to or for the use, or on account of any Foreign Prince Power or State, any sum or sums of money, or any securities for money; and if such unlawful advance or loan be made, then and from thenceforth the said Corporation shall be dissolved, and all the powers, authorities, rights, privileges and advantages hereby granted, shall cease and determine; any thing in this Act to the contrary notwihstanding

60.—La Banque ne sera pas passible de la peine ou de l'amende portée contre l'usure; et elle pourra stipuler, prendre, réserver ou exiger et recevoir d'avance un taux d'intérêt ou d'escompte de pas plus de sept pour cent par année ; mais elle ne pourra jamais recouvrer plus que ce taux d'intérêt; et la Banque pourra payer tout taux d'intérêt quelconque sur les deniers qui y seront déposés.

61.—La Banque pourra recevoir ou retenir, en sus de l'escompte, lorsqu'elle escompte dans aucun des lieux ou siéges de ses affaires, succursales, agences ou bureaux d'escompte et de dépôt, quelque billet, lettre de change, ou autre effet ou papier négociable, payable en tous autres lieux, ou siéges de ses affaires, succursales, agences ou bureaux d'escompte et de dépôt en Canada, toute somme n'excédant pas les taux suivants par cent, suivant l'époque de l'échéance, sur le montant de chaque billet, lettre de change ou autre effet ou papier négociable, pour faire face aux frais de perception de tel billet, lettre de change ou autre effet ou papier négociable, savoir : pour moins de trente jours, le huitième d'un pour cent ; pour trente jours ou plus, mais pour moins de soixante jours, le quart d'un pour cent ; pour soixante jours et au-delà, mais pour moins de quatre-vingt-dix jours, les trois huitièmes d'un pour cent ; pour quatre-vingt-dix jours et au-delà, la moitié d'un pour cent.

62.—La Banque, lorsqu'elle escompte un billet, lettre de change ou autre effet ou papier négociable, payable *bonâ fide* dans un endroit en Canada autre que celui où il est escompté, et ailleurs qu'à l'un des lieux ou siéges de ses affaires, succursales, agences ou bureaux d'escompte et de dépôt en Canada, pourra recevoir et retenir, en sus de l'escompte, une somme n'excédant pas un demi d'un pour cent sur le montant d'icelui, afin de couvrir les frais d'agence et autres frais nécessaires pour le percevoir.

60.—The Bank shall not be liable to incur any penalty or forfeiture for usury ; and may stipulate for, take, reserve or exact any rate of interest or discount not exceeding seven per centum per annum, and may receive and take in advance such rate, but no higher rate of interest shall be recoverable by the Bank : any rate of interest whatever may be allowed by the Bank upon the money deposited in it.

61.—The Bank may, in discounting at any of its places of business, branches, agencies or offices of discount and deposit, any note, bill or other negotiable security or paper payable at any other of its own places or seats of business, branches, agencies or offices of discount and deposit in Canada, receive or retain in addition to the discont, any amount not exceeding the following rates per centum, according to the time it has to run, on the amount of such note, bill or other negotiable security of paper, to defray the expenses attending the collection thereof ; that is to say under thirty days, one eight of one per cent.—thirty days or over, but under sixty days, one fourth of one per cent. —sixty days and over, but under ninety days, three eights of one per cent.—ninety days and over, one half of one per cent.

62.—The Bank may, in discounting any note, bill or other negotiable security of paper, *bonâ fide* payable at any place in Canada different from that at which it is discounted, and other than one of its own place or seats or business, branches, agencies or offices of discount and deposit in Canada, receive and retain in addition to the discount thereon, a sum not exceeding the half of one per centum on the amount thereof, to defray the expenses of agency and charges in collecting the same.

63.—Les bons, obligations et billets obligatoires ou de crédit de la Banque, marqués de son sceau social, signés par le Président ou le Vice-Président, contresignés par le Caissier ou l'assistant-Caissier, et payables à toute personne que ce soit, seront transférabes par voie d'endossement ; et les billets de la Banque signés par le Président ou le Vice-Président, ou le Caissier ou un autre officier nommé par les Membres de la dite Corporation pour les signer, et contenant la promesse de payer une somme à toute personne ou personnes quelconques, à son ou à leur ordre, ou au porteur, quoique non marqués du sceau social de la Banque, l'engageront et l'obligeront de la même manière, et avec la même force et effet que s'ils étaient émis par un particulier en sa capacité privée et naturelle, et seront transférables de la même manière que s'ils eussent été ainsi émis par un particulier en sa capacité naturelle ; pourvu, toutefois, qu'aucune expression du présent acte ne soit regardée comme empêchant les Membres de la dite Corporation d'autoriser, de temps à autre, tout Caissier, Assistant-Caissier, officier de la Banque, ou tout autre Membre de la dite Corporation que le Président ou le Vice-Président, tout Caissier, Gérant ou Agent local d'une succursale ou d'un bureau d'escompte et de dépôt de la Banque, à signer les billets de la Corporation destinés à la circulation générale, et payables à ordre ou au porteur, à demande.

64.—Tous billets de la Banque sur lesquels le nom ou les noms de toute personne ou personnes autorisées à signer ces billets au nom de la Banque, seront et pourront être imprimés au moyen d'une machine procurée à cet effet par la Banque ou d'après son autorisation, seront bons et valables, et considérés comme tels pour toutes fins et objets, comme si ces billets avaient été souscrits de la main même de la personne ou des personnes respectivement autorisées par la Banque à les signer, et seront et devront être regardés comme des billets de Banque, aux termes de tous statuts et lois quelconques, et seront et pour-

63.—The bonds, obligations and bills obligatory or a credit of the Bank under its corporate seal and signed by the President or Vice-President and countersigned by a Cashier or Assistant Cashier, which shall be made payable to any person or persons, shall be assignable by endorsement thereon ; and bills or notes of the Bank signed by the President, Vice-President, Cashier or other officer appointed by the Members of the said Corporation to sign the same, promising the payment of money to any person or persons, his, or their order, or to the bearer, though not under the corporate seal of the Bank, shall be binding and obligatory on it in like manner and with the like force and effect as they would be upon any private person, if issued by him in his private or natural capacity, and shall be assignable in like manner as if they were so issued by a private person in his natural capacity ; provided always that nothing in this Act shall be held to debar the Members of the said Corpotation from authorising or deputing from time to time any Cashier, Assistant-Cashier or officer of the Bank, or any Member of the said Corporation other than the President or Vice-President, or any Cashier, Manager or Local Member of the said Corporation of any branch or office of discount and deposit of the Bank, to sign the bills of the Bank intended for general circulation, and payable to order or to bearer on demand.

64.—All bank notes and bills of the Bank whereon the name or names entrusted or authorized to sign such notes or bills on behalf of the Bank, shall or may become impressed by machinery provided for that purpose by or with the authority of the Bank, shall be and shall be taken to be good and valid to all intents and purposes, as if such notes and bills had been subscribed in the proper handwritting of the person or persons entrusted or authorized by the Bank to sign the same respectively, and shall be and be deemed and taken to be bank notes and bills within the meaning of all laws and statutes whatever, and

ront être désignés comme billets de Banque dans tous indictements ou autres procédures civiles ou criminelles que ce soit, nonobstant toute loi, statut ou usage à ce contraire.

65.—Au cas de suspension de paiement en espèces, par la dite Corporation, des billets émis par elle et payables à demande, si cette suspension dure soixante jours consécutivement, ou en différents temps, dans le cours de douze mois consécutifs, elle aura l'effet de et sera une forfaiture du présent Acte d'incorporation et de tous les priviléges accordés par icelui.

66.—Si un Caissier, ou assistant-caissier, ou Gérant, ou commis ou serviteur de la Banque, cache, soustrait ou recèle aucun bon, obligation, billet obligatoire ou de crédit, ou autre billet, ou toute garantie monétaire ou toute somme ou effets à lui confiés en sa qualité de Caissier, assistant-caissier, Gérant, commis ou serviteur, soit qu'ils appartiennent à la Banque ou à toute personne, ou à toutes personnes, corps politique ou corps politiques ou corporation, institution ou institutions, et qu'ils soient déposés à la Banque, le dit Caissier ou assistant-caissier, ou Gérant, ou commis ou serviteur commettant cette offense, et en étant convaincu suivant la loi, sera réputé coupable de félonie, et sera puni par l'emprisonnement aux travaux forcés au pénitencier pour un terme de pas moins de deux ans ou par l'emprisonnement dans toute prison ou lieu de détention pour un terme de moins de deux ans à la discrétion de la cour.

67.—Tout Président, Vice-Président, Membre de la dite Corporation Gérant, Caissier ou autre officier de la Banque qui donne sciemment ou contribue à ce que l'on donne à un créancier de la Banque, quelque préférence frauduleuse, irrégulière ou injuste sur d'autres créanciers, en lui accordant des garanties, ou en modifiant la nature de sa créance, ou de toute autre manière que ce soit, est coupable

shall and may be described as bank bills or notes in all indictments and civil or criminal proceedings whatsoever any law statute or usage to the contrary notwithstanding

65.—A suspension by the said Corporation of payment on demand in Specie, of the Notes or Bills of the said Corporation payable on demand, shall, if the time of suspension extend to sixty days, consecutively or at intervals, within any twelve consecutive months, operate as and be a forfeiture of this Act of Incorporation, and all and every the previleges hereby granted.

66.—If any Cashier, Assistant Cashier, Manager, Clerk or Servant of the Bank secretes, embezzles or absconds with any Bond, Obligation, Bill obligatory or of credit or other Bill or Note, or any security for money, or any money or effects entrusted to him as such Cashier, Assistant Cashier, Manager, Clerk or Servant, whether the same belong to the said Bank or belong to any person or persons, body or bodies, politic or corporate, or institution or institutions and be lodged with the said Bank, the said Cashier, Assistant Cashier, Manager, Clerk or Servant so offending and being thereof convicted in due form of law, shall be deemed guilty of felony, and shall be punished by imprisonment at hard labor in the Penitentiary for any term not less than two years, or by imprisonment in any Gaol or place of confinement for any term less than two years, in the discretion of the Court.

67.—If any President, Vice-President, Member of the said Corporation, Manager, Cashieror other officer of the Bank wilfully gives or concurs in giving any creditor of the Bank any fraudulent, undue or or unfair preference over other creditors, by giving security to such creditor or by changing the nature of his claim or otherwise howsoever, he shall be guilty of misdemeanor, and shall further be

de délit et sera de plus, tenu responsable de tous les dommages éprouvés par toute personne que ce soit en conséquence de ce fait.

68.—Faire sciemment quelque énoncé faux ou de nature à tromper, dans un compte, état, rapport ou autre document, au sujet des affaires de la Banque, constituera un délit, à moins que ce fait ne soit déclaré une offense plus grave ; et tout et chaque Président, Vice-Président, Membre de la dite Corporation Auditeur, Gérant, Caissier ou autre officier de la Banque qui dressera, signera, approuvera on ratifiera tel état, rapport ou document, ou qui en fera usage dans l'intention de tromper ou induire quelque personne en erreur, sera réputé avoir sciemment fait ce faux énoncé, et sera de plus responsable de tous les dommages éprouvé en conséquence par cette personne.

69.—Si un meunier, garde-magasin, patron de navire, expéditeur, voiturier, propriétaire de quai, gardien de chantier, de cour, de havre, ou autre place pour déposer des bois de construction, planches, madriers, douves ou autres bois, saleur ou embarilleur de lard, ou commerçant de laine, ou si un facteur, agent ou autre personne, ou un commis, ou personne à son emploi, donne sciemment et volontairement à quelqu'un un écrit pour servir de reçu ou de reconnaissance constatant qu'il a reçu des céréales, bois de construction, planches, madriers, douves ou autres bois ou d'autres objets, denrées, marchandises ou propriétés dans son magasin, navire, chantier, quai, ou autre endroit, ou dans tout endroit où il est employé, ou que ces effets ont été reçus de toute autre manière par lui ou par la personne qui l'emploie pour gérer ses affaires, avant que les effets ou autres objets indiqués dans le dit reçu, reconnaissance ou écrit lui aient été réellement livrés ou à celui qui l'emploie, et cela, dans l'intention de tromper, frauder et léser quelque personne ou personnes, bien que telle personne ou personnes lui soient inconnues ; ou si quelqu'un

responsible for all damages sustained by any party by such preference.

68.—The making of any wilful falsely or deceptive statement in any account, statement, return, report or other document respecting the affairs of the Bank, shall, unless it amounts to a higher offence, be a misdemeanor, and any and every President, Vice-President, Member of the said Corporation, Auditor, Manager, Cashier, or other officer of the Bank preparing, signing, approving or concurring in such statement, return, report or documents or using the same with intent to deceive or mislead any party, shall be held to have wilfully made such false statement, and shall further be responsible for all damages sustained by such party in consequence thereof.

69.—If any Miller, Warehouseman, Master of a vessel, Forwarder, Carrier, Wharfinger, Keeper of Cove, Yard, Harbor or other place for storing Timber, Deals, Staves, Boards or other Lumber, Curer or Packer of Pork, or dealer in Wool, Factor, Agent or other person, or any clerk or person in his employ, knowingly and wilfully gives to any person any writing purporting to be a receipt for, or an acknowledgement of any cereal Grain, Timber, Deals, Staves, Boards or other Lumber, or other Goods, Wares, Merchandize or Property, as having been received in his Warehouse, Vessel, Cove, Wharf or other place, or in any such place about which he is employed, or as having been n any other manner received by him or the person in or about whose business he is employed, before the goods or property named in such receipt, acknowledgement or writing have been actually so received by or delivered to him or his employer, with the intent to mislead, deceive, injure or defraud any person or persons whomsoever, although such person or persons may be then to him unknown ; or if any person knowingly and wilfully accepts

accepte ou transmet ou emploie sciemment et volontairement un faux reçu, reconnaissance ou écrit, celui qui donne, et celui qui accepte ou transmet le dit reçu, reconnaissance ou écrit, ou en fait usage, seront tous et chacun coupables d'un délit.

70.—L'acte de faire sciemment toute fause réprésentation dans tel reçu reconnaissance ou certificat, tel que mentionné dans la quarante-sixième section du présent acte, ou le fait de détourner, se désaisir, ou de ne pas délivrer au porteur ou à la personne en faveur de laquelle l'endossement est fait, les céréales, effets, marchandises ou denrées mentionnées dans le reçu, reconnaissance ou certificat, contrairement à l'engagement implicite ou exprès y prescrit sera un délit.

71.—S'il est commis un des délits désignés dans l'une ou l'autre des deux sections précédentes, par quelque acte fait au nom d'une maison, compagnie ou association de personnes, l'auteur même de cet acte et toute personne y connivant, seront seuls réputés coupables du délit.

72.—Toute personne convaincue d'un délit en vertu du présent acte, sera, sur conviction, passible de l'incarcération dans une prison ou lieu de détention pour un terme de pas plus de deux ans, à la discrétion de la cour saisie de l'affaire.

73.—Nul particulier ou nulle partie, excepté une Banque ayant une charte, ne pourra émettre ou réémettre, faire tirer ou endosser de billet, bon, traite (*chèque*), ou autre effet destiné à circuler comme valeur monétaire, ou à représenter des valeurs monétaires, à quelque montant que ce soit, sous peine d'une amende de quatre cents piastres, recouvrables avec dépens devant toute cour ayant juridiction civile à concurrence de ce montant, à l'instance de quiconque en fera la poursuite, et moitié de cette somme

or transmits or uses any such false receipt, acknowledgement or writting, the person giving and the person accepting, transmitting or using such false receipt, acknowledgment or writing, shall severally be guilty of a misdemeanor.

70.—The wilfully making any false statement in any such receipt, acknowledgment or certificate as in the forty-sixth section of this Act mentioned, or the wilfully alienating or parting with, or not delivering to the holder or indorsee any cereal grain, goods, wares or merchandize mentioned in such receipt, acknowledgment or certificate, contrary to the undertaking therein expressed or implied, shall be a misdemeanor.

71.—If any offence in either of the two next preceeding sections mentioned be committed by the doing of anything in the name of any firm, company or copartnership of persons, the person by whom such thing is actually done, and any person who connives at the doing thereof, shall be deemed guilty of the offence, and not any other person.

72.—Any person convicted of a misdemeanor under this Act shall, on conviction, be liable to be imprisoned in any gaol or place of confinement for any term not exceeding two years, in the discretion of the Court before which the conviction shall be had.

73.—No private person or party, except a Chartered Bank, shall issue or re-issue, make, draw, or indorse, any bill, bond, note, check or other instrument, intended to circulate as money, or to be used as a substitute for money whatever, under a penalty of four hundred dollars, to be recovered with costs, in any Court having civil jurisdiction to the amount, by any party who will sue for the same; and one half of such sum shall belong to the party suing for the same, and the other half to Her Majesty, for

appartiendra au poursuivant, et l'autre à Sa Majesté pour les besoins publics de la Puissance ;

L'intention de faire circuler comme valeur monétaire quelqu'un des effets ci-dessus énoncés sera présumée si tel effet est consenti pour le paiement d'une somme moindre que vingt piastres, et s'il est payable, dans la forme ou de fait au porteur, ou à vue ou à demande, ou à moins de trente jours de date, ou s'il est en souffrance, ou s'il est de quelque manière destiné à la circulation, ou à représenter des valeurs monétaires, à moins que l'effet en question ne soit une traite (*cheque*) sur une Banque ayant une charte, payée directement par le souscripteur à son créancier immédiat, ou un billet promissoire, une lettre de change, un bon ou autre obligation portant paiement de deniers, payé ou délivré par le souscripteur à son créancier immédiat, et qu'il ne soit pas destiné à circuler comme représentant des valeurs monétaires ;

Pourvu toujours que la compagnie de Banque d'Halifax pourra, jusqu'à la fin de l'année 1874, continuer à réémettre ses billets actuellement en circulation ; mais le montant total de ces billets sera, autant que possible, rappelé et retiré à la fin de cette année-là.

74.—Les divers avis publics requis par le présent acte seront donnés sous forme d'avertissement dans une ou plusieurs gazettes publiées au lieu où est situé le siége principal de la Banque, et dans la *Gazette du Canada* ou telle autre gazette qui sera généralement reconnue comme gazette officielle pour la publication des documents et avis officiels émanant du gouvernement civil de la Puissance.

75.—La Banque sera toujours assujétie à toutes dispositions générales concernant les Banques que le parlement pourra juger nécessaires pour protéger le public.

the public uses of the Dominion : The intention to pass any such instrument as money, shall be presumend, if it be made for the payment of a less sum than twenty dollars, and be payable either in form or in fact to the bearer thereof, or at sight or on demand, or at less than thirty days thereafter, or be overdue, or be in any way calculated or designed for circulation, or as a substitute for money ; unless such instrument be a check on some Chartered Bank, paid by the maker directly to his immediate creditor, or a promissory note, bill of exchange, bond or other undertaking, for the payment of money paid or delivered by the maker thereof to his immediate creditor, and be not designed to circulate as a substitute for money : Provided always, that the Halifax Banking Company may, until the end of the year 1874, continue to re-issue their notes now in circulation, but the whole of such notes shall, as far as practicable, be called in and withdrawn by the end of the said year.

74.—The several public notices by this Act required to be given, shall be given by advertisement in one or more of the newspapers published at the place where the Head Office of the Bank is situate, and in the *Canada Gazette* or such *Gazette* as shall be generally known and described as the *Official Gazette* for the publication of official documents and notices emanating from the Civil Government of this Dominion.

75.—The Bank shall always be subject to any general provisions respecting Banks which Parliament may deemed necessary for the public interest.